

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 648

14 mars 2008

### SOMMAIRE

5 à Sec LUXEMBOURG S.A. ....	31099	Litrade International S.à r.l. ....	31104
AF Interactive S.à.r.l. ....	31076	Movilliat Terrains S.A. ....	31078
AMCI ConsMin (Lux) S.à r.l. ....	31102	Naralux S.A. ....	31058
A&P - ASAP&Partners (Luxembourg) S.A. .....	31061	Orora S.à r.l. ....	31098
Blue Bay Holding S.A. ....	31060	Panattoni Luxembourg I S.à r.l. ....	31101
Blue Clean International Sàrl ....	31099	Panattoni Luxembourg IV S.à r.l. ....	31072
Centrum Development S.à r.l. ....	31078	Panattoni Luxembourg Management S.à r.l. ....	31104
Danim S.A. ....	31097	Panattoni Luxembourg V S.à r.l. ....	31071
Enero Warehouse Leasing Finance S.à r.l. .....	31061	Pan-Eco S.A. ....	31072
Euro Estate S.à r.l. ....	31077	Pendekar Holdings (HARIPUR) S.à r.l. ...	31098
Euromutuel Sicav ....	31059	Safeside S.à.r.l. ....	31059
Explo Drill Carlens Secs ....	31079	Sky on Demand Services S.A. ....	31075
Finart Invest S.A. ....	31058	Sky on Demand Services S.A. ....	31076
Gramuglia-Boutet S.e.n.c. ....	31099	Skype Luxembourg Holdings S.à.r.l. ....	31059
Green Cross Equity S.à.r.l. ....	31103	Société Hôtelière de la Pétrusse S.A. ....	31098
Green Park Luxembourg Holding 1, S.à r.l. .....	31073	Solano Holding S.A. ....	31075
ICG European Fund 2006 S.A. ....	31073	Star Island S.A. ....	31097
Impex Group International ....	31071	Steam International S.A. ....	31104
Inter LOTTO® Bavalux® Luxembourg ..	31077	Stefid S.à r.l. ....	31078
Jog S.à r.l. ....	31103	S.T.S. So True System S.A. ....	31060
JTB Group ....	31076	Tourism Distribution Investments S.à r.l. .....	31058
Karlinvest S.à r.l. ....	31102	Upton S.à r.l. ....	31101
Katt Hospitality ....	31099	Urtis Finance S.A. ....	31077
Kyle Equities S.A. ....	31102	Value-Call S.A. ....	31072
Lacamaxim S.A. ....	31060	Wesholding S.à r.l. ....	31075
Lebaras B.V./S.à.r.l. ....	31079	Wirkkraft S.A. ....	31101
Les Deux Ponts Sàrl ....	31071	Zero Instant Company Limited ....	31078
		Zureta S.A. ....	31074

**Tourism Distribution Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1520 Luxembourg, 6, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 129.452.

Il résulte des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 2 janvier 2008 que l'associé a accepté:

- la démission avec effet au 2 janvier 2008 de SOLON DIRECTOR LIMITED, en tant que gérant de la Société;
- la nomination avec effet au 2 janvier 2008 et pour une durée indéterminée de Hermanus Roelof Willem Troskie, né le 24 mai 1970 à Amsterdam, Pays-Bas, ayant pour adresse professionnelle 6, rue Adolphe Fischer, L-1520 Luxembourg, en tant que gérant de la Société.

Luxembourg, le 29 janvier 2008.

Pour extrait conforme

*Pour la société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2008027525/631/20.

Enregistré à Luxembourg, le 14 février 2008, réf. LSO-CN03672. - Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080026986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

**Finart Invest S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 62.076.

Conformément aux dispositions de l'article 64 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les Administrateurs élisent en leur sein un président en la personne de Monsieur Carlo Schlessler. Ce dernier assumera cette fonction pendant la durée de son mandat.

Luxembourg, le 18 avril 2007.

C. Schlessler

*Administrateur-Délégué*

Référence de publication: 2008027527/795/15.

Enregistré à Luxembourg, le 17 janvier 2008, réf. LSO-CM06261. - Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080027084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

**Naralux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 78.753.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue au siège social en date du 7 janvier 2008*

La démission de INTERAUDIT S.A. est acceptée.

Monsieur Jean-Marc Heitz, comptable, né le 28 septembre 1958 à Luxembourg, domicilié professionnellement au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, est nommé nouveau commissaire aux comptes pour une période de trois ans. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2010.

Luxembourg, le 7 janvier 2008.

Pour extrait sincère et conforme

NARALUX S.A.

A. De Bernardi / L. Gianello

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2008027524/545/19.

Enregistré à Luxembourg, le 14 février 2008, réf. LSO-CN03655. - Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080026977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

**Safeside S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 90.822.

La soussignée atteste par la présente que suivant la (les) convention(s) de vente de parts sociales du 3 octobre 2007 il résulte que l'associé est

Johannes A.H. Wagemans, De Schapendijk, 27, NL-7467 PN Notter, Pays-Bas  
pour 100 parts sociales à concurrence de 100 % de la société.

Luxembourg, le 2 novembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008027528/816/14.

Enregistré à Luxembourg, le 7 février 2008, réf. LSO-CN01665. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

**Euromutuel Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1450 Luxembourg, 17, Côte d'Eich.  
R.C.S. Luxembourg B 34.148.

**EXTRAIT**

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 2 avril 2007 que:

- Monsieur Henri Meyer a démissionné de son mandat d'administrateur avec effet au 31 mars 2007;
- Monsieur Lucien Euler, né à Ettelbrück, Grand-Duché du Luxembourg, le 13 avril 1952, ayant son adresse professionnelle au 17, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg a été coopté en remplacement avec effet au 2 avril 2007 pour une durée de 6 (six) ans.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue en date du 14 décembre 2007 à Luxembourg que les actionnaires ont pris acte de la démission de M. Meyer et ont ratifié la cooptation de M. Euler au poste d'administrateur de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 7 janvier 2008.

*Pour la Société*

*Signatures*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2008027529/1035/23.

Enregistré à Luxembourg, le 14 février 2008, réf. LSO-CN03796. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

**Skype Luxembourg Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 25.856.925,00.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.  
R.C.S. Luxembourg B 111.886.

**EXTRAIT**

Il résulte de la fusion par absorption de SKYPE DELAWARE HOLDINGS INC. avec et par eBay INC., fusion effective en date du 22 janvier 2008, que l'associé unique de la Société est dès lors eBay INC.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 janvier 2007.

*Signature*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2008027532/1092/17.

Enregistré à Luxembourg, le 11 février 2008, réf. LSO-CN02573. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

**Blue Bay Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 67.753.

## EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 30 janvier 2008 que:

1. La démission de Monsieur Olivier Dorier en sa qualité d'administrateur de catégorie «B» est acceptée.
2. Est coopté en remplacement de l'administrateur démissionnaire, Monsieur Luc Gerondal, né le 23 avril 1976 à Kinshasa (République Démocratique du Congo), demeurant professionnellement 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

Il reprendra le mandat de son prédécesseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 février 2008.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008027534/6312/20.

Enregistré à Luxembourg, le 18 février 2008, réf. LSO-CN04477. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

**S.T.S. So True System S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 108.682.

## EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 30 janvier 2008 que:

1. La démission de Monsieur Olivier Dorier en sa qualité d'administrateur est acceptée.
2. Est coopté en remplacement de l'administrateur démissionnaire, Monsieur Luc Gerondal, né le 23 avril 1976 à Kinshasa (République Démocratique du Congo), demeurant professionnellement 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

Il reprendra le mandat de son prédécesseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 février 2008.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008027537/6312/20.

Enregistré à Luxembourg, le 18 février 2008, réf. LSO-CN04475. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

**Lacamaxim S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 123.543.

*Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration tenu au siège social le 16 janvier 2008*

Transfert du siège social de la société au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LACAMAXIM S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008027588/3258/14.

Enregistré à Luxembourg, le 8 février 2008, réf. LSO-CN02095. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

**A&P - ASAP&Partners (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 63.657.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 16 novembre 2007*

- L'Assemblée ratifie la cooptation au poste d'administrateur de Monsieur Fabio Spadoni, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg. Son mandat se terminera lors de l'assemblée qui statuera les comptes de l'exercice 2007.

- L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Alberto Azario, directeur, résidant au 11, Via California, I-20144 Milan et de PAN EUROPEAN VENTURES S.A., ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 50, route d'Esch à L-1470 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2007.

Luxembourg, le 16 novembre 2007.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008027501/655/23.

Enregistré à Luxembourg, le 24 janvier 2008, réf. LSO-CM08634. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

**Enero Warehouse Leasing Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 136.254.

—  
**STATUTES**

In the year two thousand eight, on the twenty-second day of January.

Before Us, Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

ENERO WAREHOUSE LEASING FINANCE PURPOSE TRUST, having its registered office at Richmond House, 12 Par-La-Ville Road, Hamilton HM CX, Bermuda,

hereby represented by Mr Régis Galiotto, residing professionally in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), by virtue of a proxy established under private seal.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company («société à responsabilité limitée»), which is hereby incorporated:

**Chapter I. Name, Registered office, Object, Duration**

**Art. 1. Form, Corporate name.**

1.1. There is hereby established among the shareholders and all persons who may become owners of the shares mentioned hereafter, a Luxembourg company (hereafter the «Company») under the form of a private limited liability company («société à responsabilité limitée») which shall be governed by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the «Law»), as well as by the present articles of association (hereafter the «Articles»), which specify in the Articles 5.2, 5.3, 7.1 and 14.1 the exceptional rules applying to one-member company.

1.2. The Company will exist under the corporate name of ENERO WAREHOUSE LEASING FINANCE S.à r.l.

**Art. 2. Registered office.**

2.1. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg. The Director (as defined hereafter) or in case of plurality of Directors, the Board of Directors (as defined hereafter) is authorized to change the address of the Company inside the municipality of the statutory registered office.

2.2. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders (as defined hereafter) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3. Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalized; such temporary measures will not have any effect on this Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Director or in case of plurality of Directors, the Board of Directors.

2.4. Branches or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Director or in case of plurality of Directors, the Board of Directors.

### **Art. 3. Object.**

3.1. The object of the Company is to render any assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to any company belonging to the same group as the Company. For the purpose of this Article, the notion of group shall include (i) the direct or indirect shareholders of the Company or any entity has entered into an agreement over or relating to the Shares (as defined hereafter) in the Company, including, for the avoidance of any doubt, but without however limitation, call options over the Shares in the Company (the «Parent Companies») and (ii) any entity in which the Company or any of the Parent Companies holds a direct or indirect participation in any form whatsoever, including but not limited to any type of equity or a debt investment (each hereafter referred to as a «Group Company»).

3.2. The Company may in particular: (a) borrow money in any form and raise funds through, including but not limited to, the issue of bonds, notes, and other debt instruments, convertible or not, without any public offer; (b) advance, lend or subscribe to or purchase any debt instrument issued by Group Company, with or without a security interest; and (c) enter into any guarantee, pledge or any other form of security interest of any kind and under any law for the performance of any contracts or obligations of the Company or of any Group Company.

3.3. The Company may also hold participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, acquire by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise, stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and may administrate, develop and manage its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and other entities.

3.4. The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property.

3.5. The Company is corporate taxpayer subject to common tax law and does not fall in the scope of the holding company law of 31st July 1929 as amended.

**Art. 4. Duration.** The Company is formed for an unlimited period of time. The Company may be dissolved at any moment by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required to amend the Articles.

## **Chapter II. Capital, Shares**

### **Art. 5. Share capital.**

5.1. The share capital is fixed at twenty thousand United States Dollars (USD 20,000.-) represented by one hundred (100) registered shares (hereafter the «Shares») with a par value of two hundred United States Dollars (USD 200.-) each, all of which are fully paid up. The holders of Shares are referred to as the «Shareholder» or the «Shareholders».

5.2. The capital may be changed at any time by a decision of the sole Shareholder or by a decision of the Shareholders' meeting, in accordance with Article 14 and within the limits provided for by article 199 of the Law.

5.3. At the moment and as long as all the Shares are held by only one Shareholder, the Company is a one-member company («société unipersonnelle») in the meaning of article 179 (2) of the Law. In the contingency where articles 200-1 and 200-2 of the Law, among others, shall apply, each decision of the sole Shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in the minutes or in writing.

### **Art. 6. Shares.**

6.1. Each Share entitles the holder thereof to a fraction of the Company's assets and profits of the Company in direct proportion to the number of Shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole Shareholder or of one of the Shareholders.

### **Art. 7. Transfer of Shares.**

7.1. In case of a sole Shareholder, the Shares held by him are freely transferable.

7.2. In case of plurality of Shareholders, any transfer of Share to a third party shall be approved by the Shareholders representing at least three-quarters of the share capital of the Company as provided for by article 189 of the Law.

7.3. Transfers of Shares must be recorded by a notarial or private deed. Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of article 1690 of the Civil Code.

### Chapter III. Directors

#### Art. 8. Appointment, Revocation.

8.1. The Company is managed by at least two Directors (hereafter the «Director(s)»). The Director(s) need not to be Shareholder(s) and shall be appointed at the general meeting of Shareholders for a limited or unlimited duration.

8.2. If several Directors have been appointed, they will constitute a Board of Directors (hereafter the «Board of Directors»). In such event the Directors shall be appointed as follows:

- one or more Directors shall be appointed by the majority of the Shareholders present or represented at least 50% of the share capital from a list of candidates proposed by ALTER DOMUS, S.à r.l., a private limited liability company («société à responsabilité limitée»), having its registered office at 5, Guillaume Kroll Street, L-1882 Luxembourg and registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B. 65.509 or any other service provider appointed by the Company and consented to by MACQUARIE AirFinance WAREHOUSE (NO.1) LIMITED, a Bermudan company (MAFW) from time to time (such Directors hereafter referred to as the «Independent Directors»); and

- one or more Directors shall be appointed by the majority of the Shareholders present or represented at least 50% of the share capital from a list of candidates proposed by MAFW (such Directors hereafter referred to as the «MAFW Directors»), together with the Independent Directors, the «Directors».

8.3. The Directors may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of Shareholders in compliance with Article 14. They will remain in function until their successors have been appointed. In case the Directors are elected without mention of the term of their mandate, they are deemed to be elected for an unlimited duration.

**Art. 9. Powers.** The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition. All powers not expressly reserved by Law or the Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Director, or in case of plurality of Directors of the Board of Directors.

#### Art. 10. Representation.

10.1. Subject to the provisions of Article 10.2 below, in dealing with third parties as well as in justice, the Director(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

10.2. The Company shall be bound by the single signature of its sole Director, and, in case of plurality of Directors, by the joint signature of an Independent Director and a MAFW Director or by the joint or single signature of any persons to whom such signatory power shall have been delegated by the sole Director, and, in case of plurality of Directors, by any Independent Director and any MAFW Director, acting jointly.

10.3. The sole Director, and, in case of plurality of Directors, any Independent Director and any MAFW Director, acting jointly, may sub-delegate his/their powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

10.4. The sole Director, and, in case of plurality of Directors, any Independent Director and any MAFW Director, acting jointly, will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

#### Art. 11. Procedural aspects.

11.1. The Board of Directors may choose among its members a chairman and a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a Director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the Board of Directors and of the Shareholders.

11.2. The Board of Directors shall meet upon call by any Director at the place indicated in the convening notice. The convening notice, containing the agenda, shall be sent by letter (sent by express mail or special courier), telegram, fax, electronic mail to each Director at least 3 (three) Business Days before the date set for the meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice and in which case notice of at least 24 hours prior to the hour set for such meeting by telegram, fax, electronic mail shall be sufficient. This notice may be waived by the consent in writing or by fax, telegram or electronic mail. No notice shall be required for Board of Directors' meetings held at those times and places as previously agreed upon by the Board of Directors. The Board of Directors may validly debate without prior notice if all Directors are present or represented.

11.3. Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, by fax, telegram or electronic mail another Director as his proxy. The use of video and teleconferencing equipment shall be allowed and the Directors using this technology shall be deemed to be physically present and authorized to vote.

11.4. The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least a majority of Directors, including at least one Independent Director and one MAFW Director, are present or represented by proxies at the meeting of the Board of Directors.

11.5. Decisions shall be taken by a majority of the votes cast of those present or represented at such meeting, including at least one Independent Director and one MAFW Director.

11.6. Written resolutions signed by all the members of the Board of Directors shall have the same effect as resolutions validly adopted during a meeting of the Board of Directors. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the Directors.

11.7. For the purposes of the Articles, «Business Day» means any calendar day (other than a Saturday or a Sunday) on which banks are open for business in Luxembourg.

#### **Art. 12. Minutes of meetings of the Board of Directors.**

12.1. The resolutions of the Board of Directors shall be recorded in the minutes book of the Company to be signed by all the Directors present at the meeting. The signature of any Directors participating by tele- or videoconference shall be affixed by the person instructed therefore during such tele- or videoconference.

12.2. Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman and the secretary or by any two Directors.

**Art. 13. Liability of Directors.** The Director(s) assume(s), by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

### **Chapter IV. Shareholder`s decisions**

#### **Art. 14. Shareholder`s decisions.**

14.1. The sole Shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of Shareholders.

14.2. In case of a plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares he owns. Each shareholder shall dispose of a number of votes equal to the number of Shares held by him. Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the share capital adopt them unless otherwise provided therein.

14.3. However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality, which requires an unanimous vote, may only be adopted by the majority in number of the Shareholders owning at least three quarter of the Company`s share capital, subject to the provisions of the Law.

14.4. The holding of general meeting of Shareholders shall not be mandatory where the number of members does not exceed twenty-five (25). In such case, each member shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

14.5. If all the Shareholders are present or represented at a meeting of Shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the Shareholders may validly waive any convening formalities.

14.6. Any item qualifying as a «Material Action» shall be approved by resolution of the Shareholders satisfying the quorum and majority requirements applicable in case of a change of the Articles and by resolution of a Director or in case of plurality of Directors the Board of Directors, taken in compliance with the quorum and majority requirements provided under Articles 11.4 and 11.5. For the purpose of this Article, «Material Action» shall mean any of the following events:

- any decision relating to the amendment of the Articles; or
- any decision relating to the consolidation or the merger of the Company with any or into another person; or
- the sale of all or substantially all the assets of the Company; or
- the opening of any legal procedure, liquidation, bankruptcy or insolvency proceedings whatsoever, including but not limited to (a) a suspension of payments (cessation des paiements), (b) an arrangement with creditors (concordat préventif de faillite), (c) a controlled management (gestion contrôlée), (d) bankruptcy (faillite), or (e) a general settlement with any of the Company`s creditors, unless such proceeding shall be mandatorily opened as a matter of Luxembourg law; or
- the consent of the appointment of any receiver, liquidator, assignee, trustee, sequestrator (or other similar official) of the Company or of a substantial part of its assets or any assignment for the benefit of the creditors of the Company.

#### **Art. 15. Annual general meeting of Shareholders.**

15.1. Where the number of Shareholders exceeds twenty-five (25), an annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on third Monday of the month of May at 3.00 p.m.

15.2. If such day is not a Business Day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following Business Day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

### **Chapter V. Financial year, Distribution of profits**

**Art. 16. Financial year.** The Company`s financial year starts on 1st of January and ends on 31st of December of each year.



### **Art. 17. Financial statements.**

17.1. Each year, the Director, or in case of plurality of Directors, the Board of Directors prepare an inventory, including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, as well as the balance sheet and the profit and loss account in which the necessary depreciation charges must be made.

17.2. Each Shareholder, either personally or through an appointed agent, may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet, profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor(s) set-up in accordance with article 200 of the Law.

### **Art. 18. Distribution of profits.**

18.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit.

18.2. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

18.3. The balance of the net profits may be distributed to the Shareholders commensurate to his/their share holding in the Company.

## **Chapter VI. Dissolution, Liquidation**

### **Art. 19. Dissolution, Liquidation.**

19.1. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole Shareholder or of one of the Shareholders.

19.2. Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of Shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles. At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

## **Chapter VII. Applicable Law**

**Art. 20. Applicable Law.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

### *Transitory provisions*

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 31st of December 2008.

### *Subscription*

The Articles having thus been established, the party appearing declares to subscribe the entire share capital as follows:

Subscriber	Number of shares	Subscribed amount in USD	% of share capital	Paid-up capital (%)
ENERO WAREHOUSE LEASING FINANCE PURPOSE TRUST	100	20,000.-	100%	100%
Total	100	20,000.-	100%	100%

All the Shares have been paid-up to the extent of One Hundred percent (100%) by payment in cash, so that the amount of Twenty Thousand United States Dollars (USD 20,000.-) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

### *Estimate of costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately 2,000.- Euros.

### *Resolutions of the shareholder*

1. The Company will be administered by a Board of Directors composed by five (5) Directors («gérants») appointed for an unlimited period.

2. The following persons are appointed as Director:

#### *Independent Directors:*

- Mr Philippe Salpetier, born on 19 August 1970 in Libramont (Belgium), having his professional address at 5, Guillaume Kroll Street, L-1882 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg); and

- Ms Annie Frenot, born on 31 October 1971, in Belfort (France), having her professional address at 5, Guillaume Kroll Street, L-1882 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg); and

*MAFW Directors:*

- Mr John Willingham, born on 28 October 1958 in Bushey (UK), having his professional address at MACQUARIE AIRCRAFT LEASING SERVICES (US), INC., Two Embarcadero Center, Suite 200, San Francisco, CA 94111; and
- Mr Brian Wheatley, born on 29 October 1951 in Baile Atha Cliath (Dublin), having his professional address at MACQUARIE AIRCRAFT LEASING SERVICES (IRELAND) LIMITED, Level 1, South Bank House, Barrow Street, Dublin 4, Ireland; and
- Mr Jeffrey Buckio, born on 29 May 1946 in Columbus, Ohio (USA), having his professional address at MACQUARIE AIRCRAFT LEASING SERVICES (IRELAND) LIMITED, Level 1, South Bank House, Barrow Street, Dublin 4, Ireland.

3. The registered office of the Company shall be established at 5, Guillaume Kroll Street, L-1882 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

*Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who signed together with the notary the present deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille huit, le vingt-deux janvier,

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg (Grand - Duché de Luxembourg)

A comparu:

ENERO WAREHOUSE LEASING FINANCE PURPOSE TRUST, ayant son siège social à Richmond House, 12 Par-La-Ville Road, Hamilton HM CX, Bermudes,

Ici représentée par M. Régis Galiotto, résidant professionnellement à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

**Chapitre I<sup>er</sup> . Dénomination, Siège, Objet, Durée**

**Art. 1<sup>er</sup> . Forme, Dénomination.**

1.1. Il existe entre les associés et tous ceux qui deviendront propriétaires de parts sociales par la suite, une société luxembourgeoise sous forme de société à responsabilité limitée (ci-après la «Société») régie par la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 5.2, 5.3, 7.1 et 14.1 les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

1.2. La Société existera sous la dénomination de ENERO WAREHOUSE LEASING FINANCE S.à r.l.

**Art. 2. Siège social.**

2.1. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg. Le Gérant (tel que défini ci-après) ou en cas de pluralité de Gérants, le Conseil de Gérance (tel que défini ci-après) est autorisé à transférer le siège de la Société à l'intérieur de la ville du siège statutaire.

2.2. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des Associés (tel que défini ci-après) délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.3. Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. La décision de transférer le siège social à l'étranger sera prise par le Gérant ou en cas de plusieurs Gérants par le Conseil de Gérance.

2.4. Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision du Gérant ou en cas de pluralités de Gérants par décision du Conseil de Gérance.

**Art. 3. Objet.**

3.1. L'objet social de la Société est d'assister, au moyen de prêts, garanties ou autres toute société appartenant au même groupe que la Société. Dans le cadre de cet article, la notion de groupe inclura (i) les associés directs ou indirects

de la Société ou de toute entité ayant conclu un contrat portant sur ou relatif aux Parts Sociales (tel que défini ci-après) de la Société, en ce compris, pour écarter toute incertitude, mais sans y être limité toutes options d'achat portant sur ces Parts Sociales (les «Sociétés Apparentées») et (ii) toute entité dans laquelle la Société ou une quelconque des Sociétés Apparentées détient une participation directe ou indirecte, sous quelle que forme que ce soit, en ce compris, sans y être limité tout type d'investissement en capital ou en dettes (chacune de celles-ci étant ci-après reprise sous le vocable «Société du Groupe»).

3.2. La Société peut notamment: (a) emprunter des fonds sous toute forme et lever des fonds, en ce compris, sans y être limité, au moyen d'une émission non publique de titres, obligations ou autres instruments de dette, convertibles ou non, ceci sans que cette liste ne soit limitative; (b) avancer, prêter, souscrire à ou acheter tout instrument de dette émis par toute Société du Groupe, avec ou sans sûreté; et (c) octroyer toute garantie, gage ou toute autre forme de sûreté, de tout type et sous toute loi, dans le cadre de l'exécution de tout contrat ou obligation à charge de la Société ou d'une Société du Groupe.

3.3. La Société peut également détenir des participations, sous toute forme, dans des sociétés Luxembourgeoises ou étrangères, acquérir par voie d'achat, souscription, ou de toute autre façon, de même qu'à la suite d'un transfert par vente, échange ou autrement, d'actions, obligations, dettes et autres titres de toute nature et la Société peut administrer, développer et gérer son portefeuille. La Société peut également détenir des intérêts dans des associations et autres entités.

3.4. La Société peut, en outre, réaliser des opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toute transaction sur des biens immobiliers et mobiliers.

3.5. La Société est assujettie à l'imposition de droit commun et n'entre donc pas dans la sphère de la loi sur les sociétés holding du 31 juillet 1929 telle que modifiée.

**Art. 4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute à tout moment par une décision des Associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

## Chapitre II. Capital, Shares

### Art. 5. Capital social.

5.1. Le capital social est fixé à vingt mille US Dollars (USD 20.000,-) représenté par Cent (100) parts sociales nominatives (ci-après les «Parts Sociales») d'une valeur nominale de deux cents US Dollars (USD 200,-) chacune, chaque part étant entièrement libérée. Les détenteurs des Parts Sociales sont nommés l'«Associé» ou les «Associés».

5.2. Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'Associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des Associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

5.3. A partir du moment et aussi longtemps que toutes les Parts Sociales sont détenues par un seul Associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi. Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2 de la Loi, entre autres, trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'Associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

### Art. 6. Parts sociales.

6.1. Chaque Part Sociale donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des Parts Sociales existantes.

6.2. A l'égard de la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'Associé unique ou d'un des Associés.

### Art. 7. Cession de parts sociales.

7.1. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

7.2. Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Associés, toute cession de Parts Sociales à un tiers non associé devra être approuvée par les Associés représentant au moins trois quarts du capital social détenues, tel que prescrit par l'article 189 de la Loi.

7.3. Toute cession de Parts Sociales doit être constatée dans un acte notarié ou dans un acte sous seing privé. Elle n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers qu'à partir du moment de sa notification à la Société ou de son acceptation sur base des dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

## Chapitre III. Gérance

### Art. 8. Nomination, Révocation.

8.1. La Société est gérée par au moins deux Gérants (ci-après le(s) «Gérant(s)»). Le(s) Gérant(s) n'est/ne sont pas nécessairement Associé(s) et sont désignés lors de l'assemblée générale annuelle des Associés pour une période déterminée ou indéterminée.

8.2. Si plusieurs Gérants sont nommés, ils formeront un Conseil de Gérance (ci-après le «Conseil de Gérance»). Dans ce cas, le Conseil de Gérance sera nécessairement composé comme suit:

- un ou plusieurs Gérants seront nommés par une majorité des Associés, présents ou représentés, représentant au moins 50% du capital social à partir d'une liste de candidats proposée par ALTER DOMUS, S.à r.l., société privée à responsabilité limitée, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg et inscrite auprès du registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B. 65.509 ou par toute autre société de domiciliation nommée par la Société et acceptée par MACQUARIE AirFinance WAREHOUSE (NO.1) LIMITED, la société des Bermudes (MAFW) à tout moment (ces Gérants étant définis comme les «Gérants Indépendants»); et

- seront nommés par une majorité des Associés, présents ou représentés, représentant au moins 50% du capital social à partir d'une liste de candidats proposée par MAFW (ces Gérants étant définis comme les «MAFW Gérants», ensemble avec les Gérants Indépendants, les «Gérants»).

8.3. Les Gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une décision des Associés prise conformément à l'article 14 des Statuts. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Gérants élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour une durée indéterminée.

**Art. 9. Pouvoirs.** Le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration ou de disposition. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à l'assemblée générale des Associés relèvent de la compétence du Gérant ou en cas de pluralité de Gérants de la compétence du Conseil de Gérance.

#### **Art. 10. Représentation.**

10.1. Sous réserve du respect des termes d'article 10.2 ci-dessous, dans les rapports avec les tiers et avec la justice, le(s) Gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances, et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social.

10.2. La Société peut être engagée par la seule signature de son Gérant unique, et, en cas de pluralité de Gérants, par la signature conjointe d'un Gérant Indépendant et d'un MAFW Gérant ou par la signature conjointe ou unique de toutes personnes à laquelle un tel pouvoir de signature a été délégué par le Gérant unique, et, en cas de pluralité de Gérants, par tout Gérant Indépendant et tout MAFW Gérant, agissant conjointement.

10.3. Le Gérant unique, et, en cas de pluralité de Gérants, tout Gérant Indépendant et tout MAFW Gérant, agissant conjointement, pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

10.4. Le Gérant unique, et, en cas de pluralité de Gérants, tout Gérant Indépendant et tout MAFW Gérant, agissant conjointement, déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

#### **Art. 11. Modalités procédurales.**

11.1. Le Conseil de Gérance peut choisir parmi ses membres un président et un vice-président. Il peut aussi désigner un secrétaire, Gérant ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance et des assemblées générales des Associés.

11.2. Le Conseil de Gérance se réunit sur convocation par tout Gérant au lieu indiqué dans la convocation. La convocation contenant l'agenda doit être envoyée par lettre (courrier express ou courrier spécial), par télégramme, par fax, courrier électronique à chaque Gérant au moins 3 (trois) Jours Ouvrables avant la date prévue de la réunion, sauf dans des circonstances d'urgence, dont la nature devra figurer dans la convocation, il suffira que la convocation soit envoyée au moins 24 heures avant l'heure fixée pour la réunion, par télégramme, par fax, courrier électronique. Cette convocation peut être levée par le consentement de chaque Gérant donné par écrit, par fax, télégramme ou courrier électronique. Une convocation séparée n'est pas requise pour les réunions tenues aux heures et lieux indiqués dans l'emploi du temps préalablement adopté par une décision du Conseil de Gérance. Le Conseil de Gérance peut valablement délibérer sans convocation si tous les Gérants sont présents ou représentés.

11.3. Tout Gérant peut agir à toute réunion du Conseil de Gérance en nommant un autre Gérant, par écrit, par fax, par télégramme ou par courrier électronique, comme son mandataire. L'utilisation d'équipement vidéo et de téléconférence est autorisée et les Gérants utilisant ces technologies sont présumés être physiquement présents et autorisés à voter.

11.4. Le Conseil de Gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité de ses membres au moins, en ce compris un Gérant Indépendant et un MAFW Gérant, est présente ou représentée par procuration à la réunion du Conseil de Gérance.

11.5. Les décisions seront prises à la majorité des voix exprimées des Gérants présents ou représentés à cette réunion, en ce compris un Gérant Indépendant et un MAFW Gérant.

11.6. Les résolutions écrites signées par tous les membres du Conseil de Gérance auront le même effet que celles valablement prises lors d'une réunion du Conseil de Gérance. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé(s) par tous les Gérants participant.

11.7. Dans la perspective des Statuts, «Jours Ouvrables» a pour signification tout jour calendrier (autre que samedi et dimanche) pendant lequel les banques sont ouvertes pour affaires à Luxembourg.

#### **Art. 12. Procès-verbaux des Conseils de Gérance.**

12.1. Les résolutions du Conseil de Gérance seront constatées dans le livre des procès-verbaux de la Société, lesquels seront signés par tous les Gérants présents à la réunion. La signature de tous Gérants participant à la réunion par télé ou vidéoconférence sera apposée par la personne ayant reçu instruction à cet effet pendant la vidéoconférence ou la conférence téléphonique.

12.2. Les copies et extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits en justice ou autrement seront signés par le président et le secrétaire ou par deux des Gérants.

**Art. 13. Responsabilité des Gérants.** Le(s) Gérant(s) ne contracte(nt) en raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

### **Chapitre IV. Décisions des Associés**

#### **Art. 14. Décisions des Associés.**

14.1. L'Associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des Associés.

14.2. En cas de pluralité d'Associés, chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de Parts Sociales qu'il détient. Chaque Associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des Parts Sociales détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des Associés détenant plus de la moitié du capital.

14.3. Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société et pour lequel un vote à l'unanimité des Associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité en nombre d'Associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

14.4. La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des Associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque Associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

14.5. Si tous les Associés sont présents ou représentés à l'assemblée des Associés, et s'ils déclarent qu'ils ont été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, les Associés pourront valablement dispenser de toutes formalités de convocations.

14.6. Tout évènement visé sous le terme «Action d'Importance» devra être approuvé par une décision prise par les Associés dans les conditions de quorum et de majorité exigées en cas de modification des Statuts et par une décision du Gérant ou en cas de pluralité de Gérants, du Conseil de Gérance, prise dans les conditions de quorum et de majorité stipulées aux articles 11.4 et 11.5. Pour le présent article, «Action d'Importance» signifie tout évènement de la liste suivante:

- toute décision relative à la modification des Statuts; ou
- toute décision relative à la consolidation ou la fusion de la Société avec ou dans toute autre entité; ou
- la cession de tout ou d'une partie substantielle de l'ensemble des actifs de la Société; ou
- l'ouverture de toute procédure légale, liquidation, faillite ou procédure d'insolvabilité quelle qu'elle soit, en ce compris, sans y être limité (a) cessation des paiements, (b) concordat préventif de faillite, (c) gestion contrôlée, (d) faillite, or (e) tout accord général avec un quelconque des créanciers de la Société, à moins que cette procédure ne soit obligatoirement ouverte comme relevant du droit luxembourgeois; ou
- l'approbation de la nomination de tout receveur, curateur, liquidateur, cessionnaire, trustee, séquestre (ou tout autre agent officiel similaire) pour la Société ou de toute part substantielles de ses actifs ou toute cession au bénéfice des créanciers de la Société.

#### **Art. 15. Assemblée générale annuelle des Associés.**

15.1. Si le nombre des Associés est supérieur à vingt cinq (25), une assemblée générale des Associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée, le troisième lundi du mois de mai à 15.00 heures.

15.2. Si ce jour devait être un Jour non Ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale devrait se tenir le Jour Ouvrable suivant. L'assemblée générale pourra se tenir à l'étranger, si de l'avis unanime et définitif des Gérants, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

### **Chapitre V. Exercice social, Distribution des profits**

**Art. 16. L'exercice social.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

#### **Art. 17. Les comptes annuels.**

17.1. Chaque année, le Gérant ou en cas de pluralité de Gérants, le Conseil de Gérance dresse un inventaire (indiquant toutes les valeurs des actifs et des passifs de la Société) ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits, lesquels apporteront les renseignements relatifs aux charges résultant des amortissements nécessaires.

17.2. Chaque Associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du ou des commissaires constitué conformément à l'article 200 de la Loi.

### Art. 18. Distribution des profits.

18.1. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

18.2. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à, et aussi longtemps que celui-ci atteint dix pour cent (10%) du capital social.

18.3. Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux Associés en proportion de leur participation dans le capital de la Société.

## Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

### Art. 19. Dissolution, Liquidation.

19.1. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'Associé unique ou d'un des Associés.

19.2. Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale dans les conditions exigées pour la modification des Statuts. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les Associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

## Chapitre VII. Référence à la Loi

**Art. 20. Référence à la Loi.** Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, le ou les Associé(s) s'en réfère(nt) aux dispositions de la Loi.

### Dispositions transitoires

Le premier exercice social débutera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2008.

### Souscription

Les Statuts ayant donc été établis, la partie comparante déclare souscrire l'entièreté du capital social comme suit:

Souscripteur	Nombre de parts sociales	Montant % de capital souscrit (en USD)	social	Capital libéré
ENERO WAREHOUSE LEASING FINANCE PURPOSE TRUST	100	20.000,-	100%	100%
Total	100	20.000,-	100%	100%

Toutes les Parts Sociales ont été libérées à hauteur de cent pour cent (100%) par un versement en numéraire de sorte que le montant de vingt mille US Dollars (USD 20.000,-) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire.

### Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à environ 2.000,- Euros.

### Résolutions de l'associé

1. La Société est administrée par le Conseil de Gérance composé de Cinq (5) Gérants nommés pour une période indéterminée.

2. La personne suivante est nommée Gérant:

#### Gérants Indépendants:

- Monsieur Philippe Salpétier, né le 19 août 1970, à Libramont (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg); et

- Madame Annie Frenot, née le 31 octobre 1971, à Belfort (France), ayant son adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg); et

#### MAFW Gérants:

- Monsieur John Willingham, née le 28 octobre 1958, à Bushey (Royaume Uni), ayant son adresse professionnelle chez MACQUARIE AIRCRAFT LEASING SERVICES (US), INC., Two Embarcadero Center, Suite 200, San Francisco, CA 94111; et

- Monsieur Brian Wheatley, née le 29 octobre 1951, à Baile Atha Cliath (Dublin), ayant son adresse professionnelle chez MACQUARIE AIRCRAFT LEASING SERVICES (IRLANDE) LIMITED, Level 1, South Bank House, Barrow Street, Dublin 4, Irlande; et

- Monsieur Jeffrey Buckio, née le 29 mai 1946, à Columbus, Ohio (Etats Unis), ayant son adresse professionnelle chez MACQUARIE AIRCRAFT LEASING SERVICES (IRLANDE) LIMITED, Level 1, South Bank House, Barrow Street, Dublin 4, Irlande.

3. Le siège social de la Société est établi à 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

### Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que le comparant a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivie d'une version française. A la requête dudit comparant, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. Galiotto, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 29 janvier 2008, Relation: LAC/2008/4096. — Reçu 68,99 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 février 2008.

J. Elvinger.

Référence de publication: 2008027459/211/541.

(080027528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

### **Panattoni Luxembourg V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 30.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 133.790.

—  
L'adresse de Monsieur Edward Francis Lyons III, gérant de la Société, est la suivante depuis le 7 décembre 2007:  
Flat 1, 208 Regents Park Road, London NW1 8AT, Royaume-Uni

Luxembourg, le 14 janvier 2008.

PANATTONI LUXEMBOURG V S.a. r.l

O. Marbaise

Gérant

Référence de publication: 2008027548/8609/16.

Enregistré à Luxembourg, le 4 février 2008, réf. LSO-CN00402. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

### **Les Deux Ponts Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 111.608.

—  
Il résulte d'un courrier en date du 30 janvier 2008 adressé à la société que la société LE COMITIUM INTERNATIONAL SA a démissionné de sa fonction de gérant avec effet immédiat.

COMITIUM INTERNATIONAL S.A.

Le gérant démissionnaire

Signature

Référence de publication: 2008027552/1091/14.

Enregistré à Luxembourg, le 19 février 2008, réf. LSO-CN04914. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

### **Impex Group International, Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 118.906.

—  
Il résulte du Conseil d'Administration du 6 décembre 2007, les décisions suivantes:

- Révocation de Madame Kalinkina Larissa Mikhailovna en qualité d'administrateur et administrateur-délégué.

- Nomination de Monsieur Solovov Ivan, demeurant en France, 162, rue Perronet à FR-92200 Neuilly-sur-Seine, né le 29 octobre 1952 à Engels en Russie, en qualité d'administrateur et d'administrateur-délégué.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008027542/822/15.

Enregistré à Luxembourg, le 6 février 2008, réf. LSO-CN01178. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

**Panattoni Luxembourg IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 30.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 133.728.

L'adresse de Monsieur Edward Francis Lyons III, gérant de la Société, est la suivante depuis le 7 décembre 2007:  
Flat 1, 208 Regents Park Road, London NW1 8AT, Royaume-Uni

Luxembourg, le 14 janvier 2008.

PANATTONI LUXEMBOURG IV S.a. r.l

O. Marbaise

Gérant

Référence de publication: 2008027543/8609/16.

Enregistré à Luxembourg, le 4 février 2008, réf. LSO-CN00401. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

**Pan-Eco S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 106.738.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 25 janvier 2008*

1. La démission de Monsieur Alexis De Bernardi de son poste d'administrateur et d'administrateur-délégué de la société est acceptée.

2. Monsieur Lorenzo Gianello, Juriste, né le 25 décembre 1976, à Rome (Italie), avec adresse professionnelle au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg est nommé au poste d'administrateur et administrateur-délégué de la société, en remplacement de Monsieur Alexis De Bernardi démissionnaire. Monsieur Lorenzo Gianello pourra engager la société sous sa seule signature, dans le cadre de la gestion journalière de la société dans son sens le plus large, y compris toutes opérations bancaires.

Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2007.

Pour extrait sincère et conforme

PAN-ECO S.A.

G. Diederich / M. Kara

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008027523/545/23.

Enregistré à Luxembourg, le 15 février 2008, réf. LSO-CN04216. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080026968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

**Value-Call S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 110.308.

*Extraits des Résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'administration tenue en date du 23 janvier 2008*

Il résulte du procès-verbal que PricewaterhouseCoopers, établie et ayant son siège social à L-1014 Luxembourg, 400, route d'Esch, a été nommée en tant que réviseur d'entreprises de la société pour une durée de 6 ans. Son mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2013.



Il résulte du procès-verbal que Monsieur André Student, demeurant à L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins, a été nommé en tant que Président du Conseil d'administration pour une durée de 6 ans. Son mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2013.

Luxembourg, le 31 janvier 2008.

Pour extrait conforme

M<sup>e</sup> N. Debout

Référence de publication: 2008027550/819/19.

Enregistré à Luxembourg, le 13 février 2008, réf. LSO-CN03407. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

### **Green Park Luxembourg Holding 1, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 7.970.475,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 115.469.

*Extrait de la résolution de l'associé unique de la Société prise en date du 29 janvier 2008*

En date du 29 janvier 2008, l'associé unique de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société de 4A, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 janvier 2008.

GREEN PARK LUXEMBOURG HOLDING 1, S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2008027551/250/17.

Enregistré à Luxembourg, le 18 février 2008, réf. LSO-CN04751. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080026992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

### **ICG European Fund 2006 S.A., Société Anonyme de Titrisation.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 121.235.

*Résolutions du conseil d'administration*

Les membres du Conseil d'administration de la société ICG EUROPEAN FUND 2006 S.A. société anonyme, ayant son siège social au 8-10, rue Mathias Hardt L-1717 Luxembourg, délibèrent sur les points suivants:

*Ordre du jour:*

1. Démission d'un Directeur;
2. Nomination d'un nouveau Directeur;
3. Divers.

Après avoir dûment considéré les articles de l'ordre du jour, le Conseil d'administration de la Société adopte les résolutions suivantes:

*Première résolution*

- Approbation de la démission de M. Frédéric Gardeur, de sa fonction d'administrateur, avec effet immédiat.

*Deuxième résolution*

- Nomination avec effet immédiat, en tant qu'administrateur de Mme Véronique De Kanel, ayant son domicile professionnel au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg.

Le nouvel administrateur a été nommé jusqu'à la prochaine Assemblée Générale annuelle.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2007.  
Pour ICG EUROPEAN FUND 2006 S.A.  
MERCURIA SERVICES  
Signature  
Un mandataire

*Resolutions of the board of directors*

The Members of the Board of Directors of the Company, ICG EUROPEAN FUND 2006 S.A. a société anonyme and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 8-10, rue Mathias Hardt L-1717 Luxembourg, resolves on the following points:

*Agenda:*

1. Resignation of a Director and discharge;
2. Appointment of a new Director;
3. Miscellaneous.

After having duly considered the items of the agenda, the board of Directors of the Company adopts the following resolutions:

*First Resolution*

- approval of the resignation of Mr Frédéric Gardeur, acting as Director, with immediate effect.
- The Meeting gives full discharge to Mr Frédéric Gardeur for the execution of his mandate.

*Second resolution*

- appointment, with immediate effect, as new Director of Mrs Véronique De Kanel, having her professional address at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg.

The new Director has been elected until the next Annual General Meeting.

Luxembourg, the 17 December 2007.

The Board of Directors  
C. Koch / V. Degreze / D. Adam / P. Carras  
Director / Director / Director / Director

Référence de publication: 2008027496/1005/52.

Enregistré à Luxembourg, le 28 janvier 2008, réf. LSO-CM09431. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

**Zureta S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 114.942.

—  
EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire du 22 novembre 2007 que le mandat suivant est renouvelé jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2009:

*Administrateurs:*

- Monsieur Herman Moors, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, 40, avenue de la Faiencerie, L-1510.

En outre suite à un changement d'adresse Monsieur Maurice Thomas Greig est domicilié au Studio 3, 92 Lots Road, London SW10 0QD.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> février 2008.

Pour extrait conforme  
Signature

Référence de publication: 2008027510/5878/20.

Enregistré à Luxembourg, le 15 février 2008, réf. LSO-CN04109. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

**Wesholding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 24.000,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 104.304.

—  
*Extrait des résolutions prises par le Conseil de gérance tenu au siège social le 15 janvier 2008*

Transfert du siège social de la société au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WESHOLDING S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008027586/3258/15.

Enregistré à Luxembourg, le 8 février 2008, réf. LSO-CN02061. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

**Solano Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 108.663.

—  
*Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration tenu au siège social le 2 janvier 2008*

Transfert du siège social de la société au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, avec effet immédiat le 2 janvier 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOLANO HOLDING S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008027587/3258/14.

Enregistré à Luxembourg, le 8 février 2008, réf. LSO-CN02097. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

**Sky on Demand Services S.A., Société Anonyme.****Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 124.344.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de la Société en date 6 février 2008*

L'actionnaire unique de la Société a pris acte des résignations de M. Victor Elvinger, M. Pierre Sevenig, M. David Gormley, M. Andrew Griffith et M. Arjen Berendsen en tant que administrateurs de la Société avec effet au 6 février 2008 et a nommé Monsieur Michael Christodoulou, General Manager, SKY BROADBAND S.A., né le 15 août 1968 à Barking, Grande-Bretagne avec adresse 36, rue de Reckange, L-4499 Limpach, Luxembourg, et Monsieur Jerome Fourie, Finance Director, SKY BROADBAND S.A., né le 31 juillet 1975 à Briey, France, avec adresse 13, rue Christophe 1<sup>er</sup> de Bade, F-57570 Rodemack, France en tant que administrateurs de la Société avec effet du 6 février 2008 pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires de la Société qui se tiendra dans l'année 2012.

Suite à ces résignations et nominations, le conseil d'administration de la Société est composé des membres suivants:

- Tanya Pearce
- Michael Christodoulou
- Jerome Fourie

Pour extrait

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008027555/8677/25.

Enregistré à Luxembourg, le 20 février 2008, réf. LSO-CN05345. - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

**Sky on Demand Services S.A., Société Anonyme.****Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 124.344.

—  
*Extrait d'une résolution adoptée par le conseil d'administration de la Société en date du 15 février 2008*

Le conseil d'administration de la Société a décidé de transférer le siège social de celle-ci du 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg avec effet du 15 février 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 février 2008.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2008027570/8677/17.

Enregistré à Luxembourg, le 20 février 2008, réf. LSO-CN05347. - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

**AF Interactive S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

R.C.S. Luxembourg B 105.998.

—  
La FIDUCIAIRE LUXEMBOURG PARIS GENEVE S.A.R.L. (RC n ° B 84.426) dénonce avec effet immédiat la domiciliation du siège social de AF INTERACTIVE SARL (RC n ° B 105.998) au 31, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg.

Luxembourg, le 28 janvier 2008.

Signature

*Le domiciliataire*

Référence de publication: 2008027571/1091/13.

Enregistré à Luxembourg, le 19 février 2008, réf. LSO-CN04922. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

**JTB Group, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 29, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 62.408.

**LIQUIDATION JUDICIAIRE**

—  
*Extrait*

Par jugement rendu en date du 14 janvier 2008, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, dix-huitième chambre, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, tel qu'il a été modifié par la loi du 31 mai 1999, la dissolution et la liquidation de la société JTB GROUP S.à r.l, dont le siège social à L-1258 Luxembourg, 29, rue Jean-Pierre Brasseur, est de fait inconnu à cette adresse.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Isabelle Jung, juge au Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur Maître Jonathan Burger, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances au greffe du Tribunal de commerce de et à Luxembourg avant le 5 février 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

J. Burger

*Le liquidateur*

Référence de publication: 2008027539/250/23.

Enregistré à Luxembourg, le 18 février 2008, réf. LSO-CN04745. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080026974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

**Inter LOTTO® Bavalux® Luxembourg, Association sans but lucratif.**

Siège social: Leudelange,  
R.C.S. Luxembourg F 2.297.

—  
**AUFLÖSUNG**

*Auszug aus dem Sitzungsprotokoll der Ausserordentlichen Generalversammlung vom 17. Juli 2007*

Erster und einziger Beschluss

Die Versammlung beschließt einstimmig die Auflösung des Vereines gemäss den Statuten.

Unterschrift

*Der Vorsitzende der Ausserordentlichen Generalversammlung*

Référence de publication: 2008027574/745/15.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2007, réf. LSO-CK07392. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

**Urtis Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.  
R.C.S. Luxembourg B 111.986.

—  
**EXTRAIT**

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire du 22 novembre 2007 que les mandats suivants sont renouvelés jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2013:

*Administrateurs:*

- Monsieur Herman Moors, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, 40, avenue de la Faïencerie, L-1510, administrateur de type B;

- Monsieur Vincent Willems, expert-comptable, demeurant professionnellement à Luxembourg, 40, avenue de la Faïencerie, L-1510, administrateur de type B;

- Madame Valérie Wesquy, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, Luxembourg, 3, rue Belle Vue, L-1227, administrateur de type A.

*Commissaire:*

- MAYFAIR TRUST SARL, société à responsabilité limitée ayant son siège social 54, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Luxembourg, le 31 janvier 2008.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008027508/5878/25.

Enregistré à Luxembourg, le 15 février 2008, réf. LSO-CN04113. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

**Euro Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.  
R.C.S. Luxembourg B 88.298.

—  
*Extrait des résolutions prises par le Conseil de gérance tenu au siège social le 16 janvier 2008*

Transfert du siège social de la société au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EURO ESTATE S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008027590/3258/15.

Enregistré à Luxembourg, le 8 février 2008, réf. LSO-CN02131. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

**Stefid S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 123.961.

*Extrait des résolutions prises par le Conseil de gérance tenu au siège social le 15 janvier 2008*

Transfert du siège social de la société au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

STEFID S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008027591/3258/15.

Enregistré à Luxembourg, le 8 février 2008, réf. LSO-CN02128. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

**Zero Instant Company Limited, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 9.000,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 129.602.

*Extrait des résolutions prises par le Conseil de gérance tenu au siège social le 15 janvier 2008*

Transfert du siège social de la société au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ZERO INSTANT COMPANY LIMITED

Signature

Référence de publication: 2008027592/3258/15.

Enregistré à Luxembourg, le 8 février 2008, réf. LSO-CN02122. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

**Movilliat Terrains S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 10, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 59.968.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 13 février 2008.

T. Metzler

Notaire

Référence de publication: 2008027664/222/12.

(080027723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

**Centrum Development S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 105.723.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 février 2008.

M. Schaeffer

Notaire

Référence de publication: 2008027670/5770/12.

(080027589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

**Explo Drill Carlens Secs, Société en Commandite simple.**

**Capital social: EUR 1.000,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 120.680.

*Extrait des résolutions prises durant l'Assemblée générale extraordinaire des associés tenue au siège social le 28 janvier 2008*

L'Assemblée décide de transférer le siège social de la société au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EXPLO DRILL CARLENS Secs

Signature

Référence de publication: 2008027617/3258/16.

Enregistré à Luxembourg, le 14 février 2008, réf. LSO-CN03433. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

**Lebaras B.V./S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7619 Larochette, 10-12, rue de Medernach.

R.C.S. Luxembourg B 136.311.

STATUTES

In the year two thousand seven, on the thirteenth day of December.

Before Us, Maître, Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Mr Johan Bernard Meulman, a Dutch citizen, born in Veendam, the Netherlands, on June 1, 1967, residing at Ter Borcht 179, 2930 Brasschaat, Belgium,

here represented by Gert van Laar, residing in the Netherlands, by virtue of a proxy.

Such proxy, after having been signed ne varietur by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed together with it with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. that 100% of the share capital of LEBARAS B.V., a Dutch private limited liability company, having its registered office in the Netherlands and its principal office and establishment at Rondeboslaan 35, 9936 BJ Farmsum, the Netherlands, registered with the commercial register of the Chamber of Commerce in Groningen, the Netherlands under number 02332482 (the Company) is represented at the present meeting;

II. that by resolution validly adopted by the directors of the Company on December 13, 2007, the Company resolved to transfer its principal establishment and effective place of management from The Netherlands to Larochette, Grand Duchy of Luxembourg as from the date hereof. A copy of said resolution shall remain annexed to the present deed;

III. that it results from the balance sheet of the Company dated November 30, 2007 and of a certificate dated as per the date hereof, that, as of the date hereof, the net assets of the Company correspond at least to the value of the share capital of the Company, a copy of such balance sheet and the certificate, after having been signed ne varietur by the proxy holder of the appearing parties and the notary, shall remain attached to the present deed and shall be filed at the same time with the registration authorities.

IV. that the sole shareholder of the Company (the Sole Shareholder) resolves as follows:

*First resolution*

The Sole Shareholder resolves to transfer the principal office and establishment (but not the registered office (in Dutch: statutaire zetel) for Dutch corporate law purposes) and the place of effective management of the Company from the Netherlands to Larochette, Grand-Duchy of Luxembourg as per the date hereof, without the Company being dissolved but on the contrary with corporate continuance.

### Second resolution

The Sole Shareholder resolves to set the principal office and establishment (but not the registered office (in Dutch: statutaire zetel) for Dutch corporate law purposes) at 10-12, rue de Medernach, L-7619 Larochette, Luxembourg.

### Third resolution

The Sole Shareholder resolves (i) that the Company shall operate in Luxembourg in the form of a société à responsabilité limitée, and thus, for the purpose of article 159 of the Luxembourg companies law of 10th August, 1915, as amended, but under the understanding that the Company continues to be considered under the laws of the Netherlands as a validly incorporated Dutch company, (ii) to proceed to an amendment of its articles of association. The articles of association of the Company shall henceforth read as follows:

## Articles of association

### Chapter I.

#### Art. 1. Definitions.

1.1 In these Articles of Association the following words shall have the following meanings:

a. a «Share»:

a share in the capital of the Company;

b. a «Shareholder»:

a holder of one or more Shares;

c. a «General Meeting»:

a meeting of Shareholders and other persons entitled to attend meetings of Shareholders;

d. the «General Meeting of Shareholders»:

the body of the Company consisting of Shareholders entitled to vote;

e. the «Management Board»:

the sole management board member of the Company, if only one member has been appointed and the management board members of the Company, if more than one member has been appointed;

f. a «Subsidiary»:

a subsidiary of the Company as referred to in Section 2:24a of the Dutch Civil Code;

g. «in writing»:

by letter, by fax, by e-mail, or by message which is transmitted via any other current means of communication and which can be received in the written form, provided that the identity of the sender can be sufficiently established;

h. the «Distributable Equity»:

the part of the Company's equity which exceeds the aggregate of the issued capital and the reserves which must be maintained pursuant to the Law;

i. a «Company Body»:

the Management Board or the General Meeting of Shareholders;

j. the «Law»:

any applicable law or regulation.

1.2 References to Articles shall be deemed to refer to articles of these Articles of Association, unless the contrary is apparent.

### Chapter II. Name, registered offices and objects

#### Art. 2. Name, Registered Offices and Duration.

2.1 The company is a private limited liability company (the Company) and its name is:

LEBARAS B.V./S.à.r.l.

2.2 The registered offices of the Company are in Delfzijl, the Netherlands.

2.3 The principal establishment and place of effective management of the Company shall be in Larochette, Grand Duchy of Luxembourg.

2.4 The Company may have branch offices elsewhere, also outside the Grand Duchy of Luxembourg.

2.5 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

#### Art. 3. Objects. The objects of the Company are:

a. to acquire participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise.



It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever;

b. to borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or to any other company. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person;

c. to generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks; and

d. to carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

### **Chapter III. Share capital, register of shareholders**

#### **Art. 4. Share Capital.**

4.1 The authorized and issued capital of the Company equals eighteen thousand euro (EUR 18,000).

4.2 The authorized and issued capital of the Company is divided into four hundred (400) Shares with a nominal value of forty-five euro (EUR 45) each.

4.3 All Shares shall be registered. No share certificates shall be issued.

4.4 Towards the Company, the Shares are indivisible. Joint co-owners must appoint a sole person as their representative towards the Company.

#### **Art. 5. Register of Shareholders.**

5.1 Each Shareholder, each pledgee of Shares and each usufructuary of Shares is required to state his address to the Company in writing.

5.2 The Management Board shall keep a register of Shareholders in which the names and addresses of all Shareholders are recorded, showing the date on which they acquired the Shares, the date of acknowledgement by or serving upon the Company and the nominal value paid in on each Share stating that the full nominal amount has been paid in.

5.3 The names and addresses of pledgees and usufructuaries of Shares shall also be entered into the register of Shareholders, showing the date on which they acquired the right and the date of acknowledgement by or serving upon the Company.

5.4 On application by a Shareholder or a pledgee or usufructuary of Shares, the Management Board shall furnish an extract from the register of Shareholders, free of charge, insofar as it relates to the applicant's rights in respect of a Share.

5.5 The register of Shareholders shall be kept accurate and up-to-date. All entries and notes in the register shall be signed by one or more persons authorized to represent the Company.

5.6 The Management Board shall make the register available at the Company's principal office in Luxembourg, for inspection by the Shareholders.

### **Chapter IV. Issuance of shares**

#### **Art. 6. Resolution to Issue and Notarial Deed.**

6.1 Shares may be issued pursuant to a resolution of the General Meeting of Shareholders, taken by a majority in number of Shareholders owning at least three-quarters of the Company's issued capital. The resolution to issue Shares shall require a deed, to be executed for that purpose before a notary registered in the Grand Duchy of Luxembourg.

6.2 A resolution to issue Shares shall stipulate the issue price and the other conditions of issue.

6.3 The issue of a Share shall furthermore require a notarial deed, to be executed for that purpose before a civil law notary registered in the Netherlands, to which deed those involved in the issuance shall be parties.

#### **Art. 7. Rights of Pre-emption.**

7.1 Upon issuance of Shares, each Shareholder shall have a right of pre-emption in proportion to the aggregate nominal value of his Shares, subject to the provisions of Articles 7.2, 7.3 and 7.4. Shareholders shall have a similar right of pre-emption if rights are granted to subscribe for Shares.

7.2 Shareholders shall have no right of pre-emption on Shares which are issued to employees of the Company or of a group company as defined in Section 2:24b of the Dutch Civil Code.

7.3 Prior to each single issuance of Shares, the right of pre-emption may be limited or excluded by the General Meeting of Shareholders.

7.4 Shareholders shall have no right of pre-emption in respect of Shares which are issued to a person exercising a right to subscribe for Shares previously granted.

**Art. 8. Payment on Shares.**

8.1 The full nominal value of each Share must be paid upon issuance.

8.2 Payment on a Share must be made in cash insofar as no non-cash contribution has been agreed on. Payment in foreign currency may only be made with the approval of the Company and with due observance of the provisions of the Law.

8.3 Non-cash contributions on Shares are subject to the provisions of the Law.

**Chapter V. Own shares; reduction of the issued capital****Art. 9. Own Shares.**

9.1 When issuing Shares, the Company may not subscribe for its own Shares.

9.2 The Company may acquire fully paid in Shares or depositary receipts thereof, with due observance of the limitations prescribed by the Law.

**Art. 10. Financial Assistance.**

10.1 The Company may not give security, guarantee the price, or in any other way answer to or bind itself either severally or jointly for or on behalf of third parties, with a view to a subscription for or an acquisition of Shares or depositary receipts thereof by others. This prohibition also applies to Subsidiaries.

10.2 The Company may grant loans with a view to a subscription for or an acquisition of Shares or depositary receipts thereof, but not in excess of the amount of the Distributable Equity.

10.3 The Company shall maintain a non-distributable reserve up to the outstanding amount of the loans referred to in Article 10.2.

**Art. 11. Reduction of the Issued Capital.**

11.1 The General Meeting of Shareholders may resolve to reduce the Company's issued capital. The resolution to reduce the Company's issued capital shall be taken by a majority in number of Shareholders owning at least three-quarters of the Company's issued capital. The resolution to reduce the Company's issued capital shall require a deed, to be executed for that purpose before a notary registered in the Grand Duchy of Luxembourg.

11.2 The reduction of the Company's issued capital shall be effected in accordance with the relevant provisions prescribed by the Law and be subject to the provisions of the Law.

11.3 The notice of a General Meeting at which a resolution to reduce the Company's issued capital shall be proposed, shall state the purpose of the capital reduction and the manner in which it is to be achieved. The provisions in these Articles of Association relevant to a proposal to amend the Articles of Association shall apply by analogy.

**Chapter VI. Transfer of shares; blocking clause****Art. 12. Transfer of Shares; Notarial Deed.**

12.1 The transfer of a Share shall require a notarial deed, to be executed for that purpose before a civil law notary registered in the Netherlands, to which deed those involved in the transfer shall be parties.

12.2 Unless the Company itself is party to the legal act, the rights attributable to the Share can only be exercised after the Company has acknowledged said transfer or said deed has been served upon it in accordance with the relevant provisions of the Law.

**Art. 13. Blocking Clause (offer to co Shareholders).**

13.1 A transfer of one or more Shares can only be effected with due observance of the provisions set out in this Article 13, unless (i) all co Shareholders have approved the intended transfer in writing, which approval shall then be valid for a period of three months, or (ii) the Shareholder concerned is obliged by Law to transfer his Shares to a former Shareholder.

13.2 A Shareholder wishing to transfer one or more of his Shares (hereinafter: the «Offeror») shall first offer to sell such Shares to his co-Shareholders. Such offer shall be made by the Offeror by means of a written notification to the Management Board, stating the number of Shares he wishes to transfer. Within two weeks of receipt of this notification, the Management Board shall give notice of the offer to the co-Shareholders. Co-Shareholders interested in purchasing one or more of the Shares on offer (hereinafter: «Interested Parties») must notify the Management Board within one month after said notices from the Management Board have been sent; notifications from co-Shareholders received later shall not be taken into account. If the Company itself is a co-Shareholder, it shall only be entitled to act as an Interested Party with the consent of the Offeror, subject to the provisions of the Law.

13.3 The price at which the Shares on offer can be purchased by the Interested Parties shall be mutually agreed between the Offeror and the Interested Parties or by one or more experts appointed by them. If they do not reach agreement on the price or on the expert or experts, as the case may be, the price shall be set by one or more independent experts to be appointed on the request of one or more of the parties concerned by the chairman of the International Chamber of Commerce. If an expert is appointed, he shall be authorized to inspect all books and records of the Company and to obtain all such information as will be useful to him in setting the price.

13.4 Within one month of the price being set, the Interested Parties must give notice to the Management Board of the number of the Shares on offer they wish to purchase. An Interested Party who fails to submit notice within said term

shall no longer be counted as an Interested Party. Once the notice mentioned in the preceding sentence has been given, an Interested Party can only withdraw with the consent of the other Interested Parties.

13.5 If the Interested Parties wish to purchase more Shares in the aggregate than have been offered, the Shares on offer shall be distributed among them. The Interested Parties shall determine the distribution by mutual agreement. If they do not reach agreement on the distribution within two weeks from the notice to the Management Board referred to in Article 13.4, the Shares on offer shall be distributed among them by the Management Board, as far as possible in proportion to the shareholding of each Interested Party at the time of the distribution. However, the number of Shares on offer allocated to an Interested Party cannot exceed the number of Shares he wishes to purchase.

13.6 The Offeror may withdraw his offer up to one month after the day on which he is informed to which Interested Party or Parties he can sell all the Shares on offer and at what price.

13.7 All notifications and notices referred to in this Article 13 shall be made by certified mail or against acknowledgement of receipt. Each time the Management Board receives such notification or notice, it shall immediately send a copy thereof to the Offeror and all Interested Parties (with the exception of the sender), unless indicated otherwise hereinabove.

13.8 All costs of the appointment of the expert or experts, as the case may be, and their determination of the price, shall be borne by:

- a. the Offeror if he withdraws his offer;
- b. the Offeror and the buyers for equal parts if the Shares have been purchased by one or more Interested Parties, provided that these costs shall be borne by the buyers in proportion to the number of Shares purchased;
- c. the Company if the offer has not been accepted in full or only in part.

13.9 The transfer of Shares shall furthermore be subject to the transfer restrictions provided by the Law.

13.10 The preceding provisions of this Article 13 shall apply by analogy to any right to subscribe for Shares and any right accruing from a Share, except any right to a payable distribution in cash.

## **Chapter VII. Pledging of shares and usufruct in shares; depositary receipts for shares**

### **Art. 14. Pledging of Shares and Usufruct in Shares.**

14.1 The provisions of Article 12 shall apply by analogy to the pledging of Shares and to the creation or transfer of a usufruct in Shares. The pledging of Shares and the creation or transfer of a usufruct in Share shall furthermore be subject to the relevant provisions prescribed by the Law.

14.2 On the creation of a right of pledge in a Share and on the creation or transfer of a usufruct in a Share, the voting rights attributable to such Share may be assigned to the pledgee or the usufructuary with due observance of the Law.

### **Art. 15. Depositary Receipts for Shares.**

The Company shall not cooperate in the issuance of depositary receipts for Shares.

## **Chapter VIII. The management board**

### **Art. 16. Management Board Members.**

16.1 The Management Board shall be composed of A managers and B managers. Both individuals and legal entities can be Management Board members.

16.2 Management Board members are appointed by the General Meeting of Shareholders for an indefinite period.

16.3 A Management Board member may be suspended or dismissed by the General Meeting of Shareholders at any time.

16.4 Any suspension may be extended one or more times, but may not last longer than three months in the aggregate. If, at the end of that period, no decision has been taken on termination of the suspension or on dismissal, the suspension shall end.

16.5 The authority to establish remuneration and other conditions of employment for Management Board members is vested in the General Meeting of Shareholders.

### **Art. 17. Duties, Decision-making Process and Allocation of Duties.**

17.1 The Management Board shall be entrusted with the management of the Company.

17.2 When making Management Board resolutions, each Management Board member may cast one vote.

17.3 All resolutions of the Management Board shall be adopted by a majority of the votes cast in a meeting where the majority of the managers present or represented.

17.4 Management Board resolutions may at all times be adopted outside of a meeting, in writing or otherwise, provided the proposal concerned is submitted to all Management Board members then in office and none of them objects to this manner of adopting resolutions. Adoption of resolutions in writing shall be effected by written statements from all Management Board members then in office.

17.5 Resolutions of the Management Board shall be recorded in a minute book that shall be kept by the Management Board.

17.6 The Management Board may establish further rules regarding its decision-making process and working methods. In this context, the Management Board may also determine the duties for which each Management Board member in particular shall be responsible. The General Meeting of Shareholders may decide that such rules and allocation of duties must be put in writing and that such rules and allocation of duties shall be subject to its approval.

**Art. 18. Representation; Conflicts of Interest.**

18.1. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any A manager and any B manager of the Company.

18.2 The Management Board may appoint officers with limited and specific powers to represent the Company. Each officer shall be competent to represent the Company, subject to the restrictions imposed on him. The Management Board shall determine each officer's title. Such officers may be registered at the Commercial Register, if required by Law, indicating the scope of their power to represent the Company. The authority of an officer thus appointed may not extend to any transaction where the Company has a conflict of interest with the officer concerned or with one or more Management Board members.

18.3 In the event of a conflict of interest between the Company and one or more Management Board members, the provisions of Article 18.1 shall continue to apply unimpaired unless the General Meeting of Shareholders has appointed one or more other persons to represent the Company in the case at hand or in general in the event of such a conflict, subject to any provisions prescribed by Law. A resolution of the Management Board with respect to a matter involving a conflict of interest with one or more Management Board members in a private capacity shall be subject to the approval of the General Meeting of Shareholders, but the absence of such approval shall not affect the authority of the Management Board or its members to represent the Company.

18.4 Without regard to whether a conflict of interest exists or not, all legal acts of the Company vis-à-vis a holder of all of the Shares, or vis-à-vis a participant in a community property, of married or registered non-married partners, of which all of the Shares form a part, whereby the Company is represented by such Shareholder or one of the participants, shall be put in writing. For the application of the foregoing sentence, Shares held by the Company or its Subsidiaries shall not be taken into account.

18.5 The provisions of Article 18.4 do not apply to legal acts which, under their agreed terms, form part of the normal course of business of the Company.

**Art. 19. Approval of Management Board Resolutions.**

19.1 The General Meeting of Shareholders may require Management Board resolutions to be subject to its approval. The Management Board shall be notified in writing of such resolutions, which shall be clearly specified.

19.2 The absence of approval by the General Meeting of Shareholders of a resolution as referred to in this Article 19 shall not affect the authority of the Management Board or its members to represent the Company.

**Art. 20. Vacancy or Inability to Act**

If a seat is vacant on the Management Board («ontstentenis») or a Management Board member is unable to perform his duties («belet»), the remaining Management Board members or member shall be temporarily entrusted with the management of the Company. If all seats in the Management Board are vacant or all Management Board members or the sole Management Board member, as the case may be, are unable to perform their duties, the management of the Company shall be temporarily entrusted to one or more persons designated for that purpose by the General Meeting of Shareholders.

**Chapter IX. Financial year and annual accounts; profits and distributions**

**Art. 21. Financial Year and Annual Accounts.**

21.1 The Company's financial year shall be the calendar year.

21.2 Within the period prescribed by the Law, the Management Board shall prepare annual accounts, and shall deposit the same for inspection by the Shareholders at the Company's principal office.

21.3 The annual accounts shall consist of a balance sheet, a profit and loss account and explanatory notes.

21.4 The annual accounts shall be signed by the Management Board members. If the signature of one or more of them is missing, this shall be stated and reasons for this omission shall be given.

21.5 The Company may, and if the Law so requires shall, appoint an accountant to audit the annual accounts. Such appointment shall be made by the General Meeting of Shareholders.

21.6 The Company shall ensure that the annual accounts and, insofar as required, the annual report and the information to be added by virtue of the Law are kept at its office as from the day on which notice of the annual General Meeting is given. Shareholders may inspect the documents at that place and obtain a copy free of charge.

21.7 The annual accounts, the annual report, the information to be added by virtue of the Law and the audit by an accountant, as well as deposition of documents at the Commercial Register, shall furthermore be subject to the provisions of the Law.

**Art. 22. Adoption of the Annual Accounts and Discharge.**

22.1 The General Meeting of Shareholders shall adopt the annual accounts.

22.2 After adoption of the annual accounts, the General Meeting of Shareholders shall pass a resolution concerning release of the Managers from liability for the exercise of their duties, insofar as the exercise of such duties is reflected in the annual accounts or otherwise disclosed to the General Meeting of Shareholders prior to the adoption of the annual accounts. The scope of a release from liability shall be subject to limitations by virtue of the Law.

**Art. 23. Profits and Distributions.**

23.1 Out of the net profits earned in a financial year, an amount of five percent (5%) of the net profits shall be added to a statutory reserve of the Company, until this reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company

23.2 The profits remaining after application of Article 23.1 shall be determined by the General Meeting of Shareholders.

23.3 Distribution of profits shall be made after adoption of the annual accounts if permissible under the Law given the contents of the annual accounts.

23.4 The General Meeting of Shareholders may resolve to make interim distributions on Shares and/or to make distributions on Shares at the expense of any reserve of the Company, subject to any applicable provision of the Law.

23.5 Distributions on Shares shall be made payable immediately after the resolution to make the distribution, unless another date of payment has been determined in the resolution.

23.6 Distributions on Shares may be made only up to an amount which does not exceed the amount of the Distributable Equity.

23.7 A claim of a Shareholder for payment of a distribution on Shares shall be barred after five years have elapsed.

23.8 In calculating the amount of any distribution on Shares, Shares held by the Company shall be disregarded.

**Chapter X. The general meeting of shareholders**

**Art. 24. Annual General Meeting.**

24.1 The annual General Meeting shall be held within six months after the end of the financial year.

24.2 The agenda of this annual General Meeting shall contain, inter alia, the following subjects for discussion:

- a. discussion of the annual report (unless an exemption under the Law applies to the Company);
- b. discussion and adoption of the annual accounts;
- c. the granting of discharge to Management Board members;
- d. allocation of profits; and
- e. other subjects announced with due observance of Article 26.

The agenda does not need to contain the subjects as referred to under a, b, c and d, if it contains a proposal to extend the period to prepare the annual accounts and (if applicable) to prepare the report, or, if a resolution to that extent has already been taken.

**Art. 25. Other General Meetings.**

25.1 Other General Meetings shall be held as often as the Management Board deems such necessary.

25.2 Shareholders representing in the aggregate at least one-tenth of the Company's issued capital may request the Management Board to convene a General Meeting, stating specifically the subjects to be discussed. If the Management Board has not given proper notice of a General Meeting within four weeks following receipt of such request such that the meeting can be held within six weeks after receipt of the request, the applicants shall be authorized to convene a meeting themselves.

**Art. 26. Notice, Agenda and Venue of Meetings.**

26.1 Notice of General Meetings shall be given by the Management Board, without prejudice to the provisions of Article 25.2.

26.2 Notice of the meeting shall be given no later than on the fifteenth day prior to the day of the meeting.

26.3 The notice of the meeting shall specify the subjects to be discussed. Subjects which were not specified in such notice may be announced at a later date, with due observance of the term referred to in Article 26.2.

26.4 A subject for discussion of which discussion has been requested in writing not later than thirty days before the day of the meeting by one or more Shareholders who individually or jointly represent at least one percent of the Company's issued capital, shall be included in the notice or shall be notified in the same way as the other subjects for discussion, provided that no important interest (zwaarwichtig belang) of the Company dictates otherwise.

26.5 The notice of the meeting shall be sent to the addresses of the Shareholders shown in the register of Shareholders.

26.6 General Meetings are held in the municipality in which, according to these Articles of Association, the Company has its registered office. General Meetings may also be held in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg or elsewhere, but in that case valid resolutions of the General Meeting of Shareholders may only be adopted if all of the Company's issued capital is represented.

**Art. 27. Admittance and Rights at Meetings.**

27.1 Each Shareholder shall be entitled to attend the General Meetings, to address the meeting and to exercise his voting rights. Shareholders may be represented in a meeting by a proxy authorized in writing.

27.2 At a meeting, each person present with voting rights must sign the attendance list. The chairperson of the meeting may decide that the attendance list must also be signed by other persons present at the meeting.

27.3 The Management Board members shall, as such, have the right to give advice in the General Meetings.

27.4 The chairperson of the meeting shall decide on the admittance of other persons to the meeting.

**Art. 28. Chairperson and Secretary of the Meeting.**

28.1 The chairperson of a General Meeting shall be appointed by more than half of the votes cast by the persons with voting rights present at the meeting. Until such appointment is made, a Management Board member shall act as chairperson, or, if no Management Board member is present at the meeting, the eldest person present at the meeting shall act as chairperson.

28.2 The chairperson of the meeting shall appoint a secretary for the meeting.

**Art. 29. Minutes; Recording of Shareholders' Resolutions.**

29.1 The secretary of a General Meeting shall keep minutes of the proceedings at the meeting. The minutes shall be adopted by the chairperson and the secretary of the meeting and as evidence thereof shall be signed by them.

29.2 The chairperson of the meeting or those who convened the meeting may determine that a notarial report must be prepared of the proceedings at the meeting. The notarial report shall be co-signed by the chairperson of the meeting.

29.3 The Management Board shall keep record of all resolutions adopted by the General Meeting of Shareholders. If the Management Board is not represented at a meeting, the chairperson of the meeting shall ensure that the Management Board is provided with a transcript of the resolutions adopted, as soon as possible after the meeting. The records shall be deposited at the Company's principal office for inspection by the Shareholders. On application, each of them shall be provided with a copy of or an extract from the records at not more than the actual cost.

**Art. 30. Adoption of Resolutions in a Meeting.**

30.1 Each Share confers the right to cast one vote.

30.2 To the extent that the Law or these Articles of Association do not provide otherwise, all resolutions of the General Meeting of Shareholders shall be adopted by more than half of the votes cast, which majority shall represent at least one-half of the Company's issued capital. If less than one-half of the Company's issued capital is represented, a new meeting shall be convened by registered mail at which the resolution shall be adopted by a simple majority of the votes cast, irrespective of the part of the Company's issued capital represented at such meeting.

30.3 If there is a tie in voting, the proposal shall be deemed to have been rejected.

30.4 If the formalities for convening and holding of General Meetings, as prescribed by Law or these Articles of Association, have not been complied with, valid resolutions of the General Meeting of Shareholders may only be adopted in a meeting, if in such meeting all of the Company's issued capital is represented and such resolution is carried by unanimous vote.

30.5 In the General Meeting, no voting rights may be exercised for any Share held by the Company or a Subsidiary, nor for any Share for which the Company or a Subsidiary holds the depository receipts.

30.6 When determining how many votes are cast by Shareholders, how many Shareholders are present or represented, or which part of the Company's issued capital is represented, no account shall be taken of Shares for which, pursuant to the Law or these Articles of Association, no vote can be cast.

**Art. 31. Voting.**

31.1 All voting shall take place orally. The chairperson is, however, entitled to decide that votes be cast by a secret ballot. If it concerns the holding of a vote on persons, anyone present at the meeting with voting rights may demand a vote by a secret ballot. For the purposes of this paragraph «in writing» shall mean: by means of secret, unsigned ballot papers.

31.2 Blank and invalid votes shall not be counted as votes.

31.3 Resolutions may be adopted by acclamation if none of the persons with voting rights present at the meeting objects.

31.4 The chairperson's decision at the meeting on the result of a vote shall be final and conclusive. The same shall apply to the contents of an adopted resolution if a vote is taken on an unwritten proposal. However, if the correctness of such decision is challenged immediately after it is pronounced, a new vote shall be taken if either the majority of the persons with voting rights present at the meeting or, where the original vote was not taken by roll call or in writing, any person with voting rights present at the meeting, so demands. The legal consequences of the original vote shall be made null and void by the new vote.

**Art. 32. Adoption of Resolutions without holding Meetings.**

32.1 Resolutions of the General Meeting of Shareholders may also be adopted in writing without holding a General Meeting, provided they are adopted by the unanimous vote of all Shareholders entitled to vote. The provision of Article 27.3 shall apply by analogy.

32.2 Each Shareholder must ensure that the Management Board is informed of the resolutions thus adopted as soon as possible in writing. The Management Board shall keep record of the resolutions adopted and it shall add such records to those referred to in Article 29.3.

**Chapter XI. Amendment of the articles of association; change of corporate form; dissolution and liquidation**

**Art. 33. Amendment of the Articles of Association; Change of Corporate Form.**

33.1 The General Meeting of Shareholders may resolve to amend these Articles of Association by a resolution adopted with a majority in number of Shareholders owning at least three-quarters of the Company's issued capital. The resolution to amend these Articles of Association shall require a deed, to be executed for that purpose before a notary registered in the Grand Duchy of Luxembourg. When a proposal to amend these Articles of Association is to be made at a General Meeting, the notice of such meeting must state so and a copy of the proposal, including the verbatim text thereof, shall be deposited and kept available at the Company's principal office for inspection by the Shareholders, until the conclusion of the meeting. From the day of deposit until the day of the meeting, a Shareholder shall, on application, be provided with a copy of the proposal free of charge. An amendment of these Articles of Association shall further be laid down in a deed, to be executed for that purpose before a civil law notary registered in the Netherlands.

33.2 The Company may change its corporate form into a different legal form. A change of the corporate form shall require a resolution to change the corporate form, and a resolution to amend these Articles of Association adopted by the General Meeting of Shareholders, both taken by a majority in number of Shareholders owning at least three-quarters of the Company's issued capital. A change of the corporate form shall furthermore be subject to the relevant provisions of the Law. A change of the corporate form shall not terminate the existence of the legal entity.

**Art. 34. Dissolution and Liquidation.**

34.1 The Company may be dissolved pursuant to a resolution to that effect by the General Meeting of Shareholders. The resolution to dissolve the Company shall require a deed, to be executed for that purpose before a notary registered in the Grand Duchy of Luxembourg. The proposal to dissolve the Company must be stated in the notice of such meeting.

34.2 If the Company is dissolved pursuant to a resolution of the General Meeting of Shareholders, the Management Board members shall become liquidators of the dissolved Company's property. The General Meeting of Shareholders may decide to appoint other persons as liquidators.

34.3 During liquidation, the provisions of these Articles of Association shall remain in force to the extent possible.

34.4 The balance remaining after payment of the debts of the dissolved Company shall be transferred to the Shareholders in proportion to the aggregate nominal value of the Shares held by each.

34.5 In addition, the liquidation shall be subject to the relevant provisions of the Law.

*Fourth resolution*

The Sole Shareholder resolves (i) to acknowledge the resignation, effective as of the date hereof, of Mr. J.B. Meulman, as managing director of the Company and to grant him/them full discharge for the performance of his duties as manager of the Company, and (ii) to appoint, effective as of the date hereof, the following persons as managers of the Company for a period of 5 years:

1. A Managers:

- (a) Mr Albert Seen, residing at 17 Leedebach, L-7618 Larochette, Luxembourg, and
- (b) SuxesKey S.A., a Luxembourg public limited company (société anonyme) having its registered office at 10-12, rue de Medernach, L-7619 Larochette, Luxembourg.

2. B Manager:

- (a) Mr J.B. Meulman, a Dutch citizen, born in Veendam, the Netherlands, on June 1, 1967, residing at at Ter Borch 179, 2930 Brasschaat, Belgium

*Estimate of costs*

The Company has been subject to capital duty in the Netherlands, an EU Member State, and therefore no Luxembourg capital duty shall be due on this transfer of the place of effective management of the Company from the Netherlands to Luxembourg. Reference is made to article 3 (2) of the Law of 29th December 1971.

The amount of the expenses in relation to the present deed is estimated to be approximately EUR 6,000.-

*Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version; at the request of the same appearing party, it is stated that, in case of discrepancies between the English and the German texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.  
The document having been read to the proxy holder of the appearing party, said proxy holder signed together with us, the notary, the present original deed.

**The German Translation follows:**

Im Jahr zweitausendsieben, am dreizehnten Dezember,  
Vor mir, Maître Henri Hellinckx, Notar, wohnhaft in Luxemburg:

Erschien:

Herr Johan Bernard Meulman, ein holländischer Bürger, geboren in Veendam, Niederlande, am 1. Juni 1967, wohnhaft in Ter Borcht 179, 2930 Brasschaat, Belgien,

hier vertreten durch Gert van Laar, wohnhaft in Niederlande, auf Grund einer Vollmacht, die ihm erteilt wurde,

wobei diese Vollmacht, nachdem sie durch die Bevollmächtigte und dem unterzeichneten Notar ne varietur unterzeichnet worden ist, an der vorliegenden Urkunde angeheftet wird und zusammen mit dieser den Registrierungsbehörden vorgelegt wird.

Die erschienene Partei, wie vorerwähnt vertreten, bat den unterzeichneten Notar Folgendes aufzuzeichnen:

I. 100% des Stammkapitals der LEBARAS B.V., einer niederländischen Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in den Niederlanden und Hauptniederlassung in Rondeboslaan 35, 9936 BJ Farmsum, Niederlande, unter der Nummer 02332482 (die Gesellschaft) beim Handelsregister der Industrie- und Handelskammer Groningen, Niederlande, eingetragen, werden bei der gegenwärtigen Sitzung vertreten;

II. Gemäss Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft vom 13. Dezember 2007, hat die Gesellschaft beschlossen die Hauptniederlassung und das Unternehmen sowie den Ort der tatsächlichen Verwaltung der Gesellschaft von den Niederlanden nach Larochette, Luxemburg zu verlegen, mit Wirkung zum heutigen Tage.

III. Der Bilanz der Gesellschaft, datiert vom 30. November 2007, und einer Bestätigung zum Datum des vorliegenden Dokuments, sind zu entnehmen, dass das Nettovermögen der Gesellschaft zum gegenwärtigen Datum mindestens dem Wert des Stammkapitals der Gesellschaft entspricht, wobei eine Kopie der Bilanz und der Bestätigung, nachdem sie durch die Bevollmächtigte der erschienenen Parteien und dem unterzeichneten Notar «ne varietur» unterzeichnet worden sind, an der vorliegenden Urkunde angeheftet wird und gleichzeitig mit dieser den Registrierungsbehörden vorgelegt wird;

IV. der Alleinaktionär der Gesellschaft (der Alleinaktionär) beschließt Folgendes:

*Erster Beschluss*

Der Alleinaktionär beschließt, die Hauptniederlassung und das Unternehmen (jedoch nicht den Gesellschaftssitz (auf Niederländisch: statutaire zetel) zu Zwecken des niederländischen Gesellschaftsrechts) sowie den Ort der tatsächlichen Verwaltung der Gesellschaft zum Datum des vorliegenden Dokuments von den Niederlanden nach Larochette zu verlegen, ohne, dass die Gesellschaft aufgelöst wird, sondern weiterhin bestehen bleibt.

*Zweiter Beschluss*

Der Alleinaktionär beschließt, die Hauptniederlassung und das Unternehmen (jedoch nicht den Gesellschaftssitz (auf Niederländisch: statutaire zetel) zu Zwecken des niederländischen Gesellschaftsrechts) nach 10-12, rue de Medernach, L-7619 Larochette, Luxemburg, zu verlegen.

*Dritter Beschluss*

Der Alleinaktionär beschließt, (i) dass die Gesellschaft in Luxemburg in der Form einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung betrieben wird, und zwar im Sinne des Artikels 159 des luxemburgischen Gesellschaftsrechts vom 10. August 1915 in der geänderten Fassung, jedoch mit der Vereinbarung, dass die Gesellschaft nach der niederländischen Gesetzgebung weiterhin eine gültig eingetragene niederländische Gesellschaft bleibt; (ii) eine Änderung der Gesellschaftssatzung vorzunehmen. Die Satzung der Gesellschaft lautet fortan wie folgt:

**SATZUNG**

**Kapitel I.**

**Art. 1. Begriffsbestimmungen.**

1.1 In der vorliegenden Satzung entsprechen folgende Begriffe folgender Bedeutung:

a. ein «Anteil (Aktie)»:

ein Anteil am Kapital der Gesellschaft (Aktie);

b. ein «Aktionär»:

ein Inhaber einer oder mehrerer Aktien;

c. eine «Hauptversammlung»:

eine Versammlung der Aktionäre und anderer Personen, die an der Aktionärsversammlung teilnehmen dürfen;

d. die «Hauptversammlung der Aktionäre»:

das Gesellschaftsorgan, das aus stimmberechtigten Aktionären besteht;



- e. der «Geschäftsführung (Management Board)»:
    - der alleinige Geschäftsführer der Gesellschaft, sofern ein einziges Mitglied ernannt worden ist, und der Geschäftsführungsrat der Gesellschaft, sofern mehr als ein Mitglied ernannt worden ist;
  - f. eine «Tochtergesellschaft»:
    - eine Tochtergesellschaft der Gesellschaft gemäß Paragraf 2:24a des niederländischen Bürgerlichen Gesetzbuches;
  - g. «schriftlich»:
    - per Brief, Fax, E-Mail oder Nachricht, die mit Hilfe eines anderen aktuellen Kommunikationsmittels übermittelt und in schriftlicher Form empfangen wurde, vorausgesetzt, dass die Identität des Absenders ausreichend festgestellt werden kann;
  - h. das «Ausschüttbare Kapital»:
    - der Teil des Kapitals der Gesellschaft, der das gesamte ausgegebene Kapital und die Rücklagen, welche den gesetzlichen Vorschriften entsprechen, übersteigt;
  - i. ein «Gesellschaftsorgan»:
    - der Geschäftsführungsrat oder die Hauptversammlung der Aktionäre;
  - j. das «Gesetz»:
    - jedwede geltende Gesetzgebung oder Regelung.
- 1.3 Bezugnahmen auf die Satzung gelten als Bezugnahmen auf die Artikel dieser Satzung, sofern nichts Gegenteiliges ersichtlich ist.

## **Kapitel II: Firmenbezeichnung, Sitz und Gegenstand**

### **Art. 2. Firmenbezeichnung, Sitz und Dauer.**

2.1 Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (die Gesellschaft) und ihre Firmenbezeichnung lautet:

LEBARAS B.V./S.à.r.l.

2.2 Der Sitz der Gesellschaft ist in Delfzijl, Niederlande.

2.3 Die Hauptniederlassung und der Ort der tatsächlichen Verwaltung der Gesellschaft befinden sich in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

2.4 Die Gesellschaft kann andernorts, auch außerhalb des Großherzogtums Luxemburg, Zweigniederlassungen führen.

2.5 Die Gesellschaft besteht auf unbegrenzte Dauer.

### **Art. 3. Gegenstand.** Der Gegenstand der Gesellschaft ist folgender:

a. der Erwerb von Beteiligungen, in Luxemburg oder im Ausland, an jeder Art von Gesellschaften oder Gesellschaft auf jede Art und Weise, sowie die Verwaltung derartiger Beteiligungen. Die Gesellschaft kann insbesondere durch die Zeichnung, den Erwerb und den Tausch oder auf jede andere Art alle Arten von Wertpapieren, Aktien oder andere Beteiligungssicherheiten, Obligationen, Schuldverschreibungen, Hinterlegungsscheine und andere Schuldinstrumente und im Allgemeinen alle Sicherheiten und Finanzinstrumente, ausgegeben durch jede öffentliche oder private Einheit, erwerben. Die Gesellschaft kann sich an der Gründung, der Entwicklung, der Führung und der Kontrolle jeder Art von Gesellschaft oder Unternehmen beteiligen. Darüber hinaus kann sie sich an dem Erwerb und der Verwaltung eines Portfolios von Patenten oder sonstigen gewerblichen Schutz- und Urheberrechten jedweder Art oder jedweden Ursprungs beteiligen;

b. die Aufnahme von Krediten in jeglicher Form, außer über das öffentliche Angebot. Sie kann, ausschließlich über private Anlagen, Noten, Obligationen und Schuldverschreibungen und jede Art von Kredit und/oder Dividendenpapier herausgeben. Die Gesellschaft kann Kapital einschließlich, und ohne Einschränkung, des Erlöses jeden Kredites und/oder Erträge von Anleihen ihren Tochtergesellschaften, Zweigstellen und/oder jeder anderen Gesellschaft leihen. Sie kann auch Garantien und Bürgschaften geben, übertragen, belasten oder sonst schaffen und Sicherheiten für die Gesamtheit oder über einen Teil ihres Vermögens anerkennen, ihre eigenen Verpflichtungen und Unternehmen und/oder Verpflichtungen und Unternehmen jeder anderen Gesellschaft und, allgemein, zu ihrem eigenen Vorteil und/oder zum Vorteil jeder anderen Gesellschaft oder Person garantieren;

c. die Gesellschaft kann zum Zweck der Förderung eines effizienten Managements im Allgemeinen jede Technik und jedes Instrument anwenden, welches mit ihren Investitionen zusammenhängt, einschließlich Techniken und Instrumenten, die darauf ausgelegt sind, die Gesellschaft gegen Kreditrisiken, Währungsschwankungen, riskante Zinssätze und andere Risiken, zu schützen; und

e. die Gesellschaft kann jede Art von kommerzieller oder finanzieller Tätigkeit in Zusammenhang mit Grundstücken oder beweglichem Eigentum ausüben, welche direkt oder indirekt ihren Gesellschaftszweck fördert oder im Bezug dazu steht.

## **Kapitel III: Stammkapital, Aktionärsregister**

### **Art. 4. Stammkapital.**

4.1 Das genehmigte und ausgegebene Kapital der Gesellschaft beträgt achtzehntausend Euro (EUR 18.000).

4.2 Das genehmigte und ausgegebene Kapital der Gesellschaft wird auf vierhundert (400) Aktien mit einem Nominalwert von jeweils fünfundvierzig Euro (EUR 45) verteilt.

4.3 Sämtliche Aktien sind Namensaktien. Es werden keine Aktienzertifikate ausgegeben.

4.5 Gegenüber der Gesellschaft sind die Aktien unteilbar. Gemeinsame Mitinhaber müssen eine einzelne Person zu ihrem Vertreter gegenüber der Gesellschaft ernennen.

#### **Art. 5. Aktionärsregister.**

5.1 Jeder Aktionär, Pfandinhaber von Aktien und jeder Nießbraucher von Aktien ist verpflichtet, der Gesellschaft seine Anschrift schriftlich mitzuteilen.

5.2 Der Geschäftsführungsrat führt ein Aktionärsregister, in dem die Namen und Anschriften sämtlicher Aktionäre aufgezeichnet sind, einschließlich des Datums, an dem die Aktien erworben wurden, des Datums der Bestätigung durch die Gesellschaft oder der Zustellung an die Gesellschaft sowie des gezahlten Nominalwerts für jede einzelne Aktie und der Angabe, dass der volle Nominalbetrag eingezahlt wurde.

5.3 Die Namen und Anschriften der Pfandinhaber und Nießbraucher von Aktien sind ebenfalls in das Aktionärsregister einzutragen, und zwar unter Angabe des Datums, an dem das Recht erworben wurde und des Datums der Bestätigung durch die Gesellschaft oder der Zustellung an die Gesellschaft.

5.4 Auf Antrag eines Aktionärs oder eines Pfandinhabers oder eines Nießbrauchers stellt der Geschäftsführungsrat kostenlos einen Auszug aus dem Aktionärsregister zur Verfügung, sofern er sich auf die Rechte des Antragstellers in Bezug auf eine Aktie bezieht.

5.5 Das Aktionärsregister ist stets präzise zu führen und zu aktualisieren. Sämtliche Eintragungen in das Register sind von einer Person oder von mehreren Personen zu unterzeichnen, die zur Vertretung der Gesellschaft befugt ist/sind.

5.7 Der Geschäftsführungsrat legt das Register in der Hauptniederlassung der Gesellschaft zur Einsichtnahme durch die Aktionäre aus.

### **Kapitel IV: Ausgabe von Aktien**

#### **Art. 6. Beschluss zur Ausgabe von Aktien und notarielle Beurkundung.**

6.1 Die Ausgabe der Aktien erfolgt gemäß eines Beschlusses der Hauptversammlung der Aktionäre, welcher durch die zahlenmäßige Mehrheit der Aktionäre gefasst wird, die mindestens drei Viertel des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft besitzen. Der Beschluss zur Ausgabe von Aktien ist zu diesem Zweck vor einem Notar, der im Großherzogtum Luxemburg registriert ist, zu beurkunden.

6.2 Der Beschluss zur Ausgabe von Aktien umfasst den Ausgabepreis und weitere Ausgabebedingungen.

6.4 Die Ausgabe einer Aktie erfordert überdies die Erstellung einer notariellen Urkunde, die zu diesem Zweck vor einem in den Niederlanden registrierten Notar rechtsgültig auszufertigen ist, und in der die an der Ausgabe beteiligten Personen als Parteien aufzuführen sind.

#### **Art. 7. Vorkaufsrechte.**

7.1 Bei der Ausgabe von Aktien hat jeder Aktionär ein Vorkaufsrecht im Verhältnis zur Gesamtheit des Nominalwertes seiner Aktien gemäß den Bestimmungen der Artikel 7.2, 7.3 und 7.4. Die Aktionäre haben ein ähnliches Vorkaufsrecht, wenn Rechte zur Zeichnung von Aktien gewährt werden.

7.2 Die Aktionäre haben gemäß Paragraf 2:24b des niederländischen Bürgerlichen Gesetzbuches kein Vorkaufsrecht auf Aktien, die an Mitarbeiter der Gesellschaft oder einer Konzerngesellschaft ausgegeben werden.

7.3 Vor jeder einzelnen Aktienaussgabe kann das Vorkaufsrecht durch die Hauptversammlung der Aktionäre beschränkt oder ausgeschlossen werden.

7.5 Die Aktionäre haben kein Vorkaufsrecht auf Aktien, die an Personen ausgegeben werden, welche ein zuvor gewährtes Recht zur Zeichnung von Aktien ausüben.

#### **Art. 8. Einzahlung der Aktien.**

8.1 Der volle Nominalwert jeder Aktie ist bei Ausgabe einzuzahlen.

8.2 Die Einzahlung der Aktie erfolgt in bar, sofern kein unbarer Beitrag vereinbart worden ist. Eine Einzahlung in Fremdwährung findet nur nach Genehmigung der Gesellschaft und mit sorgfältiger Einhaltung der gesetzlichen Bestimmungen statt.

8.4 Unbare Zahlungen für Aktien unterliegen den gesetzlichen Bestimmungen.

### **Kapitel V: Eigene Aktien; Reduzierung des Ausgegebenen Kapitals**

#### **Art. 9. Eigene Aktien.**

9.1 Bei einer Aktienaussgabe darf die Gesellschaft keine eigenen Aktien zeichnen.

9.3 Die Gesellschaft kann voll eingezahlte Aktien oder Hinterlegungsscheine derselben erwerben, sofern die gesetzlich vorgeschriebenen Beschränkungen eingehalten werden.

**Art. 10. Finanzielle Unterstützung.**

10.1 Die Gesellschaft darf keine Sicherheiten geben, den Preis garantieren oder in anderer Weise agieren oder weder selbst noch allein oder gemeinsam mit Anderen für oder im Namen Dritter eine Verpflichtung zwecks Zeichnung oder Erwerb von Aktien oder Hinterlegungsscheine derselben durch Andere eingehen. Dieses Verbot gilt ebenfalls für Tochtergesellschaften.

10.2 Die Gesellschaft kann Darlehen zwecks Zeichnung oder Erwerb von Aktien oder Hinterlegungsscheine derselben gewähren, die jedoch nicht höher als der Betrag des Ausschüttbaren Kapitals sein dürfen.

10.4 Die Gesellschaft bildet nicht ausschüttbare Rücklagen bis zur Höhe des ausstehenden Betrags der in Artikel 10.2 erwähnten Darlehen.

**Art. 11. Reduzierung des ausgegebenen Kapitals.**

11.1 Die Hauptversammlung der Aktionäre kann beschließen, das ausgegebene Kapital der Gesellschaft zu reduzieren. Der Beschluss zur Reduzierung des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft ist von der zahlenmäßigen Mehrheit der Aktionäre zu fassen, die mindestens drei Viertel des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft besitzen. Der Beschluss zur Reduzierung des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft ist zu diesem Zweck vor einem im Großherzogtum Luxemburg registrierten Notar zu beurkunden.

11.2 Die Reduzierung des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft erfolgt in Übereinstimmung mit den relevanten gesetzlichen Bestimmungen und ist nach diesen zu regeln.

11.4 Die Mitteilung zur Hauptversammlung, in der ein Beschluss zur Reduzierung des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft vorzuschlagen ist, erwähnt den Zweck der Kapitalreduzierung und die Art und Weise, in der diese zu erreichen ist. Die Bestimmungen dieser Satzung in Bezug auf einen Vorschlag zur Änderung der Satzung gelten in Analogie.

**Kapitel VI: Übertragung von Aktien; Sperrklausel****Art. 12. Übertragung von Aktien; notarielle Beurkundung.**

12.1 Die Übertragung von Aktien erfordert eine notarielle Urkunde, die zu diesem Zweck vor einem in den Niederlanden registrierten Notar rechtsgültig auszufertigen ist und in der sämtliche an der Übertragung beteiligten Personen als Parteien aufzuführen sind.

12.3 Sofern die Gesellschaft nicht selbst Partei dieser Rechtshandlung ist, können die der Aktie zurechenbaren Rechte nur dann ausgeübt werden, nachdem die Gesellschaft die besagte Übertragung bestätigt hat oder nachdem die besagte Urkunde in Übereinstimmung mit den entsprechenden gesetzlichen Bestimmungen zugestellt worden ist.

**Art. 13. Sperrklausel (Angebot an Mitaktionäre).**

13.1 Eine Übertragung einer oder mehrerer Aktien wird nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des vorliegenden Artikels 13 ausgeführt, sofern nicht (i) sämtliche Mitaktionäre der beabsichtigten Übertragung schriftlich zugestimmt haben, wobei die besagte Zustimmung für einen Zeitraum von drei Monaten gültig ist, oder (ii) der betreffende Aktionär gesetzlich verpflichtet ist, seine Aktien an einen früheren Aktionär zu übertragen.

13.2 Ein Aktionär, der eine oder mehrere Aktien übertragen möchte (im Folgenden als «Anbieter» bezeichnet), bietet diese Aktien zunächst seinen Mitaktionären zum Verkauf an. Ein derartiges Angebot erfolgt mittels einer schriftlichen Mitteilung seitens des Anbieters an den Geschäftsführungsrat unter Angabe der Anzahl der Aktien, die er übertragen möchte. Innerhalb von zwei Wochen nach Eingang dieser Mitteilung gibt der Geschäftsführungsrat den Mitaktionären dieses Angebot bekannt. Die Mitaktionäre, die am Kauf einer oder mehrerer Aktien aus diesem Angebot interessiert sind (im Folgenden als «interessierte Parteien» bezeichnet) informieren den Geschäftsführungsrat innerhalb von einem Monat nach Übermittlung besagter Bekanntgabe durch den Geschäftsführungsrat; Mitteilungen seitens der Mitaktionäre, die zu einem späteren Zeitpunkt eingehen, werden nicht berücksichtigt. Wenn die Gesellschaft selbst Mitaktionär ist, ist sie nur nach Zustimmung des Anbieters und gemäß den gesetzlichen Bestimmungen berechtigt, als interessierte Partei zu fungieren.

13.3 Der Preis, zu dem die angebotenen Aktien durch die interessierten Parteien erworben werden können, wird zwischen dem Anbieter und den interessierten Parteien oder einem oder mehreren von ihnen ernannten Sachverständigen vereinbart. Wird keine Vereinbarung über den Preis oder über den Sachverständigen bzw. die Sachverständigen erreicht, ist der Preis durch einen oder durch mehrere unabhängige Sachverständige festzulegen, die auf Antrag einer oder mehrerer betreffender Parteien vom Vorsitzenden der Internationalen Handelskammer zu ernennen sind. Wird ein Sachverständiger ernannt, so ist er befugt, sämtliche Bücher und Aufzeichnungen der Gesellschaft einzusehen und sämtliche Informationen einzuholen, die er für die Festlegung des Preises als nützlich erachtet.

13.4 Innerhalb eines Monats nachdem der Preis festgelegt worden ist, teilen die interessierten Parteien dem Geschäftsführungsrat die Anzahl der angebotenen Aktien mit, die sie erwerben möchten. Interessierte Parteien, die es versäumen, ihre Kaufabsicht innerhalb des besagten Zeitraums mitzuteilen, werden nicht länger als interessierte Parteien erachtet. Wurde die vorerwähnte Mitteilung einmal zugestellt, kann eine interessierte Partei nur nach Zustimmung der anderen interessierten Parteien ihre Mitteilung wieder zurückziehen.

13.5 Wenn die interessierten Parteien insgesamt mehr als die angebotenen Aktien erwerben möchten, sind die angebotenen Aktien unter ihnen zu teilen. Die interessierten Parteien bestimmen die Teilung in gegenseitigem Einvernehmen. Wenn sie innerhalb von zwei Wochen nach Mitteilung an den Geschäftsführungsrat gemäß Artikel 13.4 keine Vereinbarung

über die Teilung erreichen können, sind die angebotenen Aktien durch den Geschäftsführungsrat unter ihnen aufzuteilen, und zwar nach Möglichkeit im Verhältnis zur Aktienbeteiligung der einzelnen interessierten Parteien zum Zeitpunkt der Teilung. Die Anzahl der angebotenen Aktien, die einer interessierten Partei zugeteilt werden, kann jedoch in keinem Fall die Anzahl der Aktien übersteigen, die sie erwerben möchte.

13.6 Der Anbieter kann sein Angebot bis zu einem Monat nach dem Tag, an dem er informiert wurde, an welche interessierte Partei bzw. interessierten Parteien er sämtliche angebotenen Aktien zu welchem Preis verkaufen kann, zurückziehen.

13.7 Sämtliche in diesem Artikel 13 erwähnten Mitteilungen und Bekanntgaben erfolgen per Einschreiben oder mit Eingangsbestätigung. Jedes Mal, wenn der Geschäftsführungsrat eine derartige Mitteilung oder Bekanntgabe erhält, übermittelt er unverzüglich eine Kopie derselben an den Anbieter und an sämtliche interessierten Parteien (mit Ausnahme des Absenders), sofern an anderer Stelle nichts Gegenteiliges angegeben wird.

13.8 Sämtliche Kosten der Bestellung eines Sachverständigen bzw. mehrerer Sachverständige und deren Festlegung des Preises gehen zu Lasten

- a. des Anbieters, wenn er sein Angebot zurückzieht;
- b. des Anbieters und der Käufe zu gleichen Teilen, wenn die Aktien durch einen oder mehrere interessierte Parteien erworben wurden, vorausgesetzt, dass diese Kosten von den Käufern im Verhältnis zur Anzahl der erworbenen Aktien getragen werden;
- c der Gesellschaft, wenn das Angebot nicht vollständig oder nur teilweise angenommen wurde.

13.9 Überdies unterliegt die Übertragung der Aktien den gesetzlichen Übertragungsbeschränkungen.

13.10 Die vorhergehenden Bestimmungen des vorliegenden Artikels 13 gelten in Analogie zu jedem Recht zur Zeichnung von Aktien und jedem Recht, das aus einer Aktie erwächst, ausgenommen jedweder Rechte auf eine in bar zahlbare Ausschüttung.

## **Kapitel VII: Verpfändung von Aktien und Nießbrauch von Aktien; Hinterlegungsscheine für Aktien**

### **Art. 14. Verpfändung von Aktien und Nießbrauch von Aktien.**

14.1 Die Bestimmungen des Artikels 12 gelten in Analogie zur Verpfändung von Aktien und zur Entstehung oder Übertragung eines Nießbrauchs von Aktien. Die Verpfändung von Aktien und die Entstehung oder Übertragung eines Nießbrauchs von Aktien unterliegt überdies den entsprechenden gesetzlichen Bestimmungen.

14.3 Bei der Entstehung eines Pfandrechts an einer Aktie und bei der Entstehung oder Übertragung eines Nießbrauchs einer Aktie können die dieser Aktie zurechenbaren Stimmrechte an den Pfandnehmer oder dem Nießbraucher unter Einhaltung der gesetzlichen Bestimmungen übertragen werden.

**Art. 15. Hinterlegungsscheine für Aktien.** Die Gesellschaft ist an der Ausgabe von Hinterlegungsscheinen für Aktien nicht beteiligt.

## **Kapitel VIII: Der Geschäftsführungsrat (Management Board)**

### **Art. 16. Die Geschäftsführer.**

16.1 Der Geschäftsführungsrat besteht aus Geschäftsführern der Kategorie A und der Kategorie B. Sowohl natürliche als auch juristische Personen können Geschäftsführer sein.

16.2 Der Geschäftsführungsrat wird durch die Hauptversammlung der Aktionäre auf unbestimmte Dauer gewählt.

16.3 Die Mitgliedschaft der einzelnen Geschäftsführer kann durch die Hauptversammlung der Aktionäre jederzeit vorübergehend suspendiert oder gekündigt werden.

16.4 Eine Suspension kann ein- oder mehrmalig verlängert werden, sie darf jedoch insgesamt nicht länger als drei Monate betragen. Sollte am Ende dieses Zeitraums keine Entscheidung über eine Beendigung der Suspension oder eine Kündigung getroffen worden sein, so endet die Suspension.

16.6 Die Befugnis zur Festlegung der Vergütungshöhe und sonstiger Beschäftigungsbedingungen für Geschäftsführer wird in der Hauptversammlung der Aktionäre verliehen.

### **Art. 17. Pflichten, Entscheidungsprozess und Zuweisung von Pflichten.**

17.1 Der Geschäftsführungsrat wird mit der Leitung der Gesellschaft betraut.

17.2 Bei Beschlüssen des Geschäftsführungsrats kann jeder Geschäftsführer eine Stimme abgeben.

17.3 Sämtliche Beschlüsse des Geschäftsführungsrats sind von der Stimmenmehrheit bei einer Versammlung, in der die Mehrheit der Mitglieder anwesend ist oder repräsentiert wird, anzunehmen.

17.4 Beschlüsse des Geschäftsführungsrats können jederzeit außerhalb einer Versammlung, schriftlich oder anderweitig, erfasst werden, vorausgesetzt, dass der betreffende Vorschlag sämtlichen Geschäftsführer im Amt unterbreitet worden ist und keines von ihnen Einwände gegen diese Art der Beschlussfassung vorbringt. Die schriftliche Beschlussfassung erfolgt mittels schriftlicher Äußerung seitens sämtlicher Geschäftsführer, die zum entsprechenden Zeitpunkt im Amt sind.

17.5 Beschlüsse des Geschäftsführungsrats sind in einem Protokollbuch aufzuzeichnen, das vom Geschäftsführungsrat geführt wird.

17.7 Der Geschäftsführungsrat kann weitere Regeln hinsichtlich seines Entscheidungsprozesses und seiner Arbeitsmethoden festlegen. In diesem Zusammenhang kann der Geschäftsführungsrat ebenfalls die Pflichten der einzelnen Geschäftsführer bestimmen. Die Hauptversammlung der Aktionäre kann entscheiden, dass derartige Regeln und Zuweisungen der Pflichten schriftlich zu formulieren sind und ihrer Zustimmung unterliegen.

#### **Art. 18. Vertretung; Interessenskonflikte.**

18.1 Die Gesellschaft wird vertreten durch die gemeinsame Unterschrift eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B der Gesellschaft Dritten gegenüber in allen Angelegenheiten.

18.2 Der Geschäftsführungsrat kann Direktoren mit begrenzten und spezifischen Befugnissen zur Vertretung der Gesellschaft ernennen. Jeder Direktor ist im Rahmen der ihm auferlegten Beschränkungen ermächtigt, die Gesellschaft zu vertreten. Der Geschäftsführungsrat legt die Bezeichnung der einzelnen Direktoren fest. Diese Direktoren können unter Angabe des Umfangs ihrer Vollmacht zur Vertretung der Gesellschaft, sofern gesetzlich erforderlich, im Handelsregister eingetragen werden. Die Befugnis eines auf diese Weise ernannten Direktors darf sich nicht auf Geschäftsvorgänge erstrecken, die zu einem Konflikt zwischen der Gesellschaft und dem betreffenden Direktor oder einem Geschäftsführer bzw. mehreren Geschäftsführern führen.

18.3 Im Falle eines Interessenskonflikts zwischen der Gesellschaft und einem Mitglied bzw. mehreren Mitgliedern des Geschäftsführungsrats gelten die Bestimmungen des Artikels 18.1 weiterhin unbeeinträchtigt, sofern die Hauptversammlung der Aktionäre nicht einen oder mehrere Personen zur Vertretung der Gesellschaft für diesen Fall oder für den Konfliktfall im Allgemeinen gemäß den gesetzlichen Bestimmungen ernannt hat. Ein Beschluss des Geschäftsführungsrats in Bezug auf eine Angelegenheit, die zu einem Interessenskonflikt mit einem Mitglied bzw. mit mehreren Mitgliedern des Geschäftsführungsrats auf privater Ebene führen könnte, unterliegt der Genehmigung durch die Hauptversammlung der Aktionäre; die Ermangelung einer derartigen Genehmigung beeinflusst jedoch nicht die Befugnis des Geschäftsführungsrats oder seiner Mitglieder zur Vertretung der Gesellschaft.

18.4 Ungeachtet dessen, ob ein Interessenskonflikt besteht oder nicht, sind sämtliche Rechtsgeschäfte der Gesellschaft mit einem Inhaber der gesamten Aktien oder einem Beteiligten an einem Gemeindegut, seitens verheirateter oder registrierter nicht verheirateter Partner, deren gesamte Aktien einen Teil bilden, wodurch die Gesellschaft durch diesen Aktionär oder einen der Beteiligten vertreten wird, schriftlich zu formulieren. Im Sinne des vorhergehenden Satzes sind Aktien, die durch die Gesellschaft oder ihre Tochtergesellschaften gehalten werden, nicht zu berücksichtigen.

18.5 Die Bestimmungen des Artikels 18.4 gelten nicht für Rechtshandlungen, die, gemäß den vereinbarten Bedingungen, Teil des normalen Geschäftsverlaufs der Gesellschaft sind.

#### **Art. 19. Genehmigung der Beschlüsse des Geschäftsführungsrats.**

19.1 Die Hauptversammlung der Aktionäre kann verlangen, dass Beschlüsse des Geschäftsführungsrats ihrer Genehmigung unterliegen. Der Geschäftsführungsrat ist über derartige Beschlüsse, die eindeutig zu spezifizieren sind, schriftlich zu informieren.

19.3 Die Ermangelung einer Genehmigung eines Beschlusses durch die Hauptversammlung der Aktionäre gemäß vorliegendem Artikel 19 beeinflusst jedoch in keinem Fall die Befugnis des Geschäftsführungsrats oder seiner Mitglieder zur Vertretung der Gesellschaft.

**Art. 20. Freie Stellen oder Handlungsunfähigkeit.** Ist ein Posten im Geschäftsführungsrat nicht besetzt («ontstentenis») oder ein Geschäftsführer nicht in der Lage, seinen Pflichten nachzukommen («belet»), sind die restlichen Geschäftsführer vorübergehend mit der Leitung der Gesellschaft zu betrauen. Sind sämtliche Posten im Geschäftsführungsrat frei oder sämtliche Geschäftsführer bzw. der alleinige Geschäftsführer nicht in der Lage, seinen bzw. ihren Pflichten nachzukommen, ist die Leitung der Gesellschaft vorübergehend einer oder mehreren Personen, die zu diesem Zweck durch die Hauptversammlung der Aktionäre bestimmt werden/wird, zu übertragen.

### **Kapitel IX: Geschäftsjahr und Jahresabschluss; Gewinne und Ausschüttungen**

#### **Art. 21. Geschäftsjahr und Jahresabschluss.**

21.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft entspricht dem Kalenderjahr.

21.2 Innerhalb des gesetzlich vorgeschriebenen Zeitraums erstellt der Geschäftsführungsrat den Jahresabschluss und legt diesen zur Einsichtnahme durch die Aktionäre in der Hauptniederlassung der Gesellschaft aus.

21.3 Der Jahresabschluss setzt sich aus der Bilanz, der Gewinn- und Verlustrechnung sowie Anmerkungen zusammen.

21.4 Der Jahresabschluss ist durch die Geschäftsführer zu unterzeichnen. Fehlt die Unterschrift eines oder mehrerer Mitglieder, ist dies anzumerken und die Gründe hierfür anzugeben.

21.5 Die Gesellschaft kann oder ist gesetzlich angehalten, einen Wirtschaftsprüfer zur Prüfung des Jahresabschlusses zu bestellen. Diese Bestellung erfolgt durch die Hauptversammlung der Aktionäre.

21.6 Die Gesellschaft stellt sicher, dass der Jahresabschluss und, sofern erforderlich, der Jahresbericht und die kraft Gesetzes beizufügenden Informationen ab dem Tag, an dem die entsprechende Mitteilung zur Jahreshauptversammlung herausgegeben wird, in ihrer Niederlassung aufbewahrt werden. Die Aktionäre können die Dokumente vor Ort einsehen und eine kostenlose Kopie erhalten.

21.8 Der Jahresabschluss, der Jahresbericht, die kraft Gesetzes beizufügenden Informationen sowie die Abschlussprüfung durch einen Wirtschaftsprüfer und die Niederlegung der Dokumente beim Handelsregister unterliegen überdies den gesetzlichen Bestimmungen.

**Art. 22. Genehmigung des Jahresabschlusses und Entlastung.**

22.1 Die Hauptversammlung der Aktionäre genehmigt den Jahresabschluss.

22.3 Nach Genehmigung des Jahresabschlusses fasst die Hauptversammlung der Aktionäre einen Beschluss hinsichtlich der Entlastung der Geschäftsführer von ihrer Verantwortung zur Ausübung ihrer Pflichten, sofern die Ausübung dieser Pflichten im Jahresbeschluss reflektiert wird oder der Hauptversammlung der Aktionäre vor Genehmigung des Jahresabschlusses anderweitig offen gelegt wird. Der Umfang der Entlastung unterliegt gesetzlichen Beschränkungen.

**Art. 23. Gewinne und Ausschüttungen.**

23.1 Aus dem Nettogewinn eines Geschäftsjahres ist ein Betrag in Höhe von fünf Prozent (5%) des Nettogewinns den gesetzlichen Rücklagen der Gesellschaft zuzuführen, bis die Rücklagen zehn Prozent (10%) des ausgegebenen Aktienkapitals der Gesellschaft betragen.

23.2 Der nach Anwendung des Artikels 23.1 verbleibende Gewinn wird von der Hauptversammlung der Aktionäre ermittelt.

23.3 Die Ausschüttung des Gewinns erfolgt nach Genehmigung des Jahresabschlusses, wenn sie angesichts des Inhalts des Jahresabschlusses gesetzmäßig erlaubt ist.

23.4 Die Hauptversammlung der Aktionäre kann sich dazu entschließen, Zwischenausschüttungen auf Aktien und/oder Ausschüttungen auf Aktien zu Lasten von Rücklagen der Gesellschaft gemäß den jeweils geltenden gesetzlichen Bestimmungen vorzunehmen.

23.5 Ausschüttungen auf Aktien sind unmittelbar nachdem der Beschluss zur Ausschüttung gefasst wurde zahlbar, sofern im Beschluss kein anderes Zahlungsdatum bestimmt wurde.

23.6 Ausschüttungen auf Aktien können nur bis zur Höhe eines Betrags erfolgen, der den Betrag des Ausschüttbaren Kapitals nicht übersteigt.

23.7 Der Anspruch eines Aktionärs auf die Auszahlung einer Ausschüttung auf Aktien ist nach fünf Jahren verjährt.

23.8 Bei der Berechnung des Betrags einer Ausschüttung auf Aktien, sind Aktien, die von der Gesellschaft gehalten werden, nicht zu berücksichtigen.

**Kapitel X: Die Hauptversammlung der Aktionäre**

**Art. 24. Jahreshauptversammlung.**

24.1 Die Jahreshauptversammlung findet innerhalb von sechs Monaten nach Geschäftsjahresende statt.

24.2 Die Tagesordnung dieser Jahreshauptversammlung umfasst u. a. die folgenden Themen:

- a. Besprechung des Jahresberichts (sofern keine gesetzliche Ausnahmeregelung für die Gesellschaft gilt);
- b. Besprechung und Genehmigung des Jahresabschlusses;
- c. die Erteilung der Entlastung für Geschäftsführer;
- d. Gewinnverteilung; und
- e. sonstige Themen, die in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Artikels 26 bekannt gegeben wurden.

Die Tagesordnung muss nicht zwingend die unter Punkt a, b, c und d aufgeführten Themen enthalten, wenn sie einen Vorschlag zur Verlängerung des Zeitraums zur Erstellung des Jahresabschlusses und (zutreffendenfalls) und des Jahresberichts enthält oder wenn ein Beschluss in diesem Zusammenhang bereits gefasst worden ist.

**Art. 25. Sonstige Hauptversammlungen.**

25.1 Sonstige Hauptversammlungen sind in der Häufigkeit zu halten, wie sie der Geschäftsführungsrat für erforderlich erachtet.

25.3 Aktionäre, die insgesamt mindestens ein Zehntel des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft repräsentieren, können beim Geschäftsführungsrat unter Angabe der zu besprechenden Themen die Einberufung einer Hauptversammlung beantragen. Sollte der Geschäftsführungsrat keine ordnungsgemäße Mitteilung zur Hauptversammlung innerhalb von vier Wochen, nachdem der Antrag einer solchen Versammlung eingegangen ist, ausgeben, so dass die Versammlung innerhalb von sechs Wochen nach Eingang des Antrags stattfinden kann, sind die Antragsteller befugt, selbst eine Versammlung einzuberufen.

**Art. 26. Mitteilung, Tagesordnung und Versammlungsort.**

26.1 Die Mitteilungen zur Hauptversammlung sind, unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 25.2, vom Geschäftsführungsrat herauszugeben.

26.2 Eine Versammlungsmitteilung ist spätestens fünfzehn Tage vor dem Tag der Versammlung herauszugeben.

26.3 In einer Versammlungsmitteilung sind die zu besprechenden Themen zu spezifizieren. Themen, die in dieser Mitteilung nicht dargelegt werden, können unter Einhaltung der Bestimmung des Artikels 26.2 zu einem späteren Zeitpunkt bekannt gegeben werden.

26.4 Ein Besprechungsthema, dessen Besprechung spätestens dreißig Tage vor dem Versammlungstag durch einen oder mehrere Aktionäre, die allein oder gemeinsam mindestens ein Prozent des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft repräsentieren, schriftlich beantragt wurde, ist in der Mitteilung aufzuführen oder in der gleichen Weise wie andere Besprechungsthemen mitzuteilen, vorausgesetzt, dass wichtige Interessen (zwaarwichtig belang) der Gesellschaft nichts Gegenteiliges vorschreiben.

26.5 Die Versammlungsmittelung ist an die Anschriften der Aktionäre, die im Aktionärsregister angegeben sind, zuzustellen.

26.7 Die Hauptversammlungen sind in der Gemeinde zu halten, in der die Gesellschaft gemäß der vorliegenden Satzung ihre Hauptniederlassung hat. Hauptversammlungen können ebenfalls in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, oder anderweitig gehalten werden; in diesem Fall können gültige Beschlüsse der Hauptversammlung der Aktionäre jedoch nur angenommen werden, wenn das gesamte ausgegebene Kapital der Gesellschaft repräsentiert wird.

#### **Art. 27. Zulassung zur Teilnahme an und Rechte bei Versammlungen.**

27.1 Jeder Aktionär ist berechtigt, an Versammlungen teilzunehmen, bei Versammlungen zu sprechen sowie seine Stimmrechte auszuüben. Aktionäre können bei einer Versammlung von einem Bevollmächtigten vertreten werden, der schriftlich hierzu ermächtigt wird.

27.2 Bei einer Versammlung trägt sich jede anwesende stimmberechtigte Person in die Teilnahmeliste ein. Der Vorsitzende der Versammlung kann entscheiden, ob sich auch andere Personen, die bei der Versammlung anwesend sind, in die Teilnahmeliste einzutragen haben.

27.3 Die Geschäftsführer haben in ihrer Funktion als solche das Recht, bei den Hauptversammlungen Rat zu erteilen.

27.5 Der Vorsitzende der Versammlung entscheidet über die Zulassung anderer Personen zur Teilnahme an der Versammlung.

#### **Art. 28. Vorsitzender und Schriftführer.**

28.1 Der Vorsitzende der Hauptversammlung wird durch Stimmenmehrheit seitens der bei der Versammlung anwesenden stimmberechtigten Personen gewählt. Bis diese Wahl getroffen ist, fungiert ein Geschäftsführer als Vorsitzender oder, wenn kein Geschäftsführer bei der Versammlung anwesend ist, die älteste Person, die bei der Versammlung anwesend ist.

28.3 Der Vorsitzende der Versammlung bestimmt den Schriftführer für die Versammlung.

#### **Art. 29. Protokoll; Aufzeichnung der Aktionärsbeschlüsse.**

29.1 Der Schriftführer der Hauptversammlung führt Protokoll über den Verlauf der Versammlung. Das Protokoll ist vom Vorsitzenden und vom Schriftführer der Versammlung zu genehmigen und als Nachweis hierfür von ihnen zu unterzeichnen.

29.2 Der Vorsitzende der Versammlung oder die Personen, die die Versammlung einberufen haben, können bestimmen, dass ein notarieller Bericht über den Verlauf der Versammlung zu erstellen ist. Der notarielle Bericht ist durch den Vorsitzenden der Versammlung mit zu unterzeichnen.

29.4 Der Geschäftsführungsrat führt Aufzeichnungen über sämtliche Beschlüsse, die durch die Hauptversammlung der Aktionäre gefasst wurden. Wenn der Geschäftsführungsrat bei einer Versammlung nicht vertreten wird, stellt der Vorsitzende der Versammlung sicher, dass der Geschäftsführungsrat unverzüglich nach der Versammlung eine Kopie der angenommenen Beschlüsse erhält. Die Aufzeichnungen liegen in der Hauptniederlassung der Gesellschaft zur Einsichtnahme durch die Aktionäre aus. Auf Anfrage erhält jeder Aktionär eine Kopie oder einen Auszug der Aufzeichnungen gegen Entrichtung eines Betrags, der nicht höher als die tatsächlichen Kosten sein darf.

#### **Art. 30. Beschlussfassung bei einer Versammlung.**

30.1 Jede Aktie verleiht das Recht zur Abgabe einer Stimme.

30.2 Sofern nach dem Gesetz oder in der vorliegenden Satzung nicht anderweitig festgelegt, sind sämtliche Beschlüsse der Hauptversammlung der Aktionäre mit Stimmenmehrheit der abgegebenen Stimmen zu fassen, wobei die Stimmenmehrheit mindestens die Hälfte des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft repräsentiert. Wird weniger als die Hälfte des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft repräsentiert, ist per Einschreiben eine neue Versammlung einzuberufen, in der der Beschluss durch einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen zu fassen ist, ungeachtet des bei dieser Versammlung vertretenen Teils des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft.

30.3 Bei Stimmgleichheit gilt der Vorschlag als abgelehnt.

30.4 Werden die Formalitäten der Einberufung und des Abhaltens der Hauptversammlung gemäß dem Gesetz oder der vorliegenden Satzung nicht eingehalten, können gültige Beschlüsse der Hauptversammlung der Aktionäre in einer Versammlung nur dann gefasst werden, wenn bei dieser Versammlung das gesamte Kapital der Gesellschaft repräsentiert und der Beschluss einstimmig gefasst wird.

30.5 In der Hauptversammlung dürfen weder Stimmrechte für Aktien, die von der Gesellschaft oder einer Tochtergesellschaft gehalten werden, noch Stimmrechte für Aktien, für diejenigen die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft die Hinterlegungsscheine hält, ausgeübt werden.

30.7 Bei der Festlegung der Anzahl der abgegebenen Stimme, der Anzahl der anwesenden bzw. vertretenen Aktionäre oder des repräsentierten Teils des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft, werden Aktien, die gemäß dem Gesetz oder der vorliegenden Satzung nicht stimmberechtigt sind, nicht berücksichtigt.

#### **Art. 31. Stimmabgabe.**

31.1 Die Stimmabgabe erfolgt stets mündlich. Der Vorsitzende ist jedoch ermächtigt, eine geheime Stimmabgabe anzuordnen. Wenn sich die Stimmabgabe auf Personen bezieht, können die Anwesenden bei der Versammlung eine geheime Stimmabgabe verlangen. Im Sinne dieses Paragraphen bedeutet «schriftlich»: mittels geheimer, nicht unterzeichneter Stimmzettel.

31.2 Enthaltungen und ungültige Stimmen gelten nicht als Stimmabgabe.

31.3 Beschlüsse können durch Zuruf gefasst werden, wenn keine der bei der Versammlung anwesenden Personen Einwände erhebt.

31.5 Die Entscheidung des Vorsitzenden bei der Versammlung über das Ergebnis einer Abstimmung ist endgültig und entscheidend. Das Gleiche gilt für den Inhalt eines gefassten Beschlusses, wenn eine Abstimmung über einen nicht schriftlichen Vorschlag stattgefunden hat. Sollte jedoch die Richtigkeit einer solchen Entscheidung unverzüglich nach deren Verkündung angezweifelt werden, ist eine weitere Abstimmung vorzunehmen, wenn entweder die Mehrheit der bei der Versammlung anwesenden Personen mit Stimmrecht oder, sofern die ursprüngliche Abstimmung nicht per Namensaufruf oder schriftlich stattgefunden hat, jedwede bei der Versammlung anwesende Person mit Stimmrecht danach verlangt. Die rechtlichen Folgen der ursprünglichen Abstimmung sind nach der neuen Abstimmung nichtig.

#### **Art. 32. Beschlussfassung ohne Versammlung.**

32.1 Beschlüsse der Hauptversammlung können auch schriftlich gefasst werden, vorausgesetzt, dass sie von den stimmberechtigten Aktionären einstimmig angenommen werden. Die Bestimmung des Artikels 27.3 gilt in Analogie.

32.3 Jeder Aktionär muss gewährleisten, dass der Geschäftsführungsrat über die auf diese Weise gefassten Beschlüsse so schnell wie möglich schriftlich informiert wird. Der Geschäftsführungsrat führt Aufzeichnungen über die gefassten Beschlüsse und bewahrt diese Aufzeichnungen gemäß Artikel 29.3 auf.

### **Kapitel XI: Änderung der Satzung; Änderung der Gesellschaftsform; Auflösung und Liquidation**

#### **Art. 33. Änderung der Satzung; Änderung der Gesellschaftsform.**

33.1 Die Hauptversammlung der Aktionäre kann sich dazu entschließen, die vorliegende Satzung durch Beschluss seitens der zahlenmäßigen Mehrheit der Aktionäre, die mindestens drei Viertel des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft halten, zu ändern. Der Beschluss zur Änderung der Satzung ist zu diesem Zweck vor einem im Großherzogtum Luxemburg registrierten Notar zu beurkunden. Ist bei einer Hauptversammlung die Änderung der vorliegenden Satzung vorzuschlagen, ist dies in der Versammlungsmitteilung zu erwähnen sowie eine Kopie des Vorschlags, einschließlich des eigentlichen Textinhalts, bis zur Beendigung der Versammlung in der Hauptniederlassung der Gesellschaft aufzubewahren und zur Einsichtnahme durch die Aktionäre auszulegen. Ab dem Tag der Auslegung bis zum Tag der Versammlung ist jeder Aktionär berechtigt, auf Anfrage eine kostenlose Kopie des Vorschlags zu erhalten. Eine Änderung der vorliegenden Satzung ist überdies in einer Urkunde festzuhalten, die zu diesem Zweck vor einem in den Niederlanden registrierten Notar zu erstellen ist.

33.3 Die Gesellschaft kann ihre Gesellschaftsform in eine andere umwandeln. Eine Umwandlung der Gesellschaftsform erfordert einen Beschluss zur Umwandlung der Gesellschaftsform und einen Beschluss zur Änderung der vorliegenden Satzung, die beide von der Hauptversammlung der Aktionäre zu fassen sind und zwar mit einer zahlenmäßigen Mehrheit der Aktionäre, die mindestens drei Viertel des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft halten. Eine Änderung der Gesellschaftsform unterliegt ferner den entsprechenden gesetzlichen Bestimmungen. Eine Änderung der Gesellschaftsform beendet nicht das Bestehen der juristischen Einheit.

#### **Art. 34. Auflösung und Liquidation.**

34.1 Die Gesellschaft kann infolge eines entsprechenden Beschlusses durch die Hauptversammlung der Aktionäre aufgelöst werden. Der Beschluss zur Auflösung der Gesellschaft ist zu diesem Zweck vor einem im Großherzogtum Luxemburg registrierten Notar zu beurkunden. Der Vorschlag zur Auflösung der Gesellschaft ist in der entsprechenden Versammlungsmitteilung zu erwähnen.

34.2 Wird die Gesellschaft infolge eines Beschlusses der Hauptversammlung der Aktionäre aufgelöst, fungieren die Geschäftsführer als Masseverwalter des Gesellschaftsvermögens. Die Hauptversammlung der Aktionäre kann sich dazu entschließen, andere Personen zu Masseverwaltern zu ernennen.

34.3 Während der Auflösung bleibt die vorliegende Satzung, soweit möglich, in Kraft.

34.6 Das Guthaben, das nach Begleichung der Schulden der aufgelösten Gesellschaft verbleibt, wird den Aktionären im Verhältnis zum gesamten Nominalwert der Aktien, die von jedem einzelnen Aktionär gehalten werden, überwiesen.

34.7 Darüber hinaus unterliegt die Liquidation den entsprechenden gesetzlichen Bestimmungen.

#### *Vierter Beschluss*

Der Alleinaktionär beschließt, (i) den ab dem heutigen Tag wirksamen Rücktritt von Herrn J.B. Meulman als Geschäftsführer der Gesellschaft anzunehmen und ihm volle Entlastung für die Ausführung seiner Aufgaben als Geschäfts-



fürher der Gesellschaft zu erteilen und (ii) mit Wirkung ab dem genannten Datum die folgenden Personen für eine Dauer von 5 Jahren als Geschäftsführer der Gesellschaft zu ernennen:

1. Geschäftsführer der Kategorie A:

(a) Herrn Albert Seen, wohnhaft in 17, Leedebach, L-7618 Larochette, Luxemburg;

(b) SuxesKey S.A., eine luxemburgische Aktiengesellschaft (société anonyme) mit Sitz in 10-12, rue de Medernach, L-7619 Larochette, Luxemburg.

2. Geschäftsführer der Kategorie B:

(a) Herrn J.B. Meulman, ein holländischer Bürger, geboren in Veendam, Niederlande, am 1. Juni 1967, wohnhaft in Ter Borch 179, 2930 Brasschaat, Belgien,

#### *Kostenschätzung*

Die Gesellschaft unterliegt der Gesellschaftssteuer in den Niederlanden, einem EU-Mitgliedsstaat. Daher fällt bei der Verlegung des Ortes der tatsächlichen Verwaltung der Gesellschaft von den Niederlanden nach Luxemburg keine luxemburgische Gesellschaftssteuer an. Verwiesen wird hierzu auf Artikel 3 (2) des Gesetzes vom 29. Dezember 1971.

Die Höhe der Kosten in Bezug auf die vorliegende Urkunde wird ungefähr auf EUR 6.000,- geschätzt.

#### *Erklärung*

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Antrag der erschienenen Partei in englischer Sprache verfasst wird, die von einer deutschen Fassung gefolgt wird; auf Antrag der selben erschienenen Partei wird festgelegt, dass im Falle von Unstimmigkeiten zwischen der englischen und der deutschen Fassung die englische Fassung vorherrscht.

Zu Urkunde dessen wurde gemäß oben genanntem Datum das vorliegende notarielle Dokument in Luxemburg erstellt.

Nachdem der Inhalt des Dokuments dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen wurde unterzeichnete dieser zusammen mit mir, dem Notar, die vorliegende Original-Urkunde.

Gezeichnet: G. Van Laar, H. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg, le 21 décembre 2007, Relation: LAC/2007/42613. — Reçu 12 euros.

*Le Receveur ff. (signé): R. Jungers.*

Für gleichlautende Kopie, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxemburg, den 15. Januar 2008.

H. Hellinckx.

Référence de publication: 2008027776/242/1001.

(080028457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2008.

#### **Star Island S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 100.705.

*Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration tenu au siège social le 28 janvier 2008*

Transfert du siège social de la société au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

STAR ISLAND S.A

Signature

Référence de publication: 2008027619/3258/14.

Enregistré à Luxembourg, le 14 février 2008, réf. LSO-CN03434. - Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080027082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

#### **Danim S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 132.202.

*Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration tenu au siège social le 23 janvier 2008*

Le Conseil d'Administration décide de transférer le siège social de la société au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DANIM S.A.

Signature

Référence de publication: 2008027616/3258/15.

Enregistré à Luxembourg, le 14 février 2008, réf. LSO-CN03431. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

**Orora S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 133.398.

—  
*Extrait des résolutions prises le 25 janvier 2008*

Transfert du siège social de la société au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ORORA S.à r.l

Signature

Référence de publication: 2008027620/3258/15.

Enregistré à Luxembourg, le 14 février 2008, réf. LSO-CN03435. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

**Société Hôtelière de la Pétrusse S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 74.932.

—  
*Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration tenu au siège social le 25 janvier 2008*

1. Le Conseil d'Administration a décidé de transférer le siège social de la société au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, avec effet immédiat.

2. Le Conseil d'Administration a décidé de coopter Monsieur Christophe Laguerre, né le 26 mai 1964 à Saint-Mard (Belgique), résidant au 132, rue des Romains, L-8041 Strassen, comme Administrateur de la Société avec effet immédiat pour une période venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle devant approuver les comptes annuels de la Société arrêtés au 31 décembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE HOTELIERE DE LA PETRUSSE S.A.

Signature

Référence de publication: 2008027621/3258/19.

Enregistré à Luxembourg, le 14 février 2008, réf. LSO-CN03436. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

**Pendekar Holdings (HARIPUR) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 90.698.

—  
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 février 2007.

G. Lecuit

Notaire

Référence de publication: 2008027663/220/12.

(080027023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

**5 à Sec LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme,  
(anc. Blue Clean International Sàrl).**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 25, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 123.289.

Les statuts coordonnés de la société, rédigés en suite de l'assemblée générale du 28 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 15 février 2008.

C. Mines

Notaire

Référence de publication: 2008027635/225/14.

(080027031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

**Gramuglia-Boutet S.e.n.c., Société en nom collectif.**

Siège social: L-9164 Lipperscheid, 11, Haaptstrooss.  
R.C.S. Luxembourg B 116.521.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 février 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008027637/280/12.

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2008, réf. LSO-CN02766. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

**Katt Hospitality, Société à responsabilité limitée (en liquidation).**

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.  
R.C.S. Luxembourg B 89.447.

In the year two thousand eight, on the eighth of February.

Before Us, Maître Joseph Gloden, notary residing in Grevenmacher (Luxembourg).

There appeared:

1) Mr Tomas Hörnstedt, hotelier, residing at Karlsmindevej 7, DK-3390 Hundested, acting as associate of KATT HOSPITALITY, société à responsabilité limitée, named below, duly represented by Mister Eric Leclerc, employé privé, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal in Hundested,

2) Mrs Ann-Christin Hörnstedt, hotelier, residing at Karlsmindevej 7, DK-3390 Hundested, acting as associate of KATT HOSPITALITY, société à responsabilité limitée, named below, duly represented by Mrs Martine Kapp, employée privée, residing professionally at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal in Hundested, on 28th of January 2008.

The prenamed proxies, after having been signed ne varietur by all the appearing parties and the notary executing, remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Mr Tomas Hörnstedt and Mrs Ann-Christin Hörnstedt, pre-named, represented as aforementioned, as sole associates of the Luxembourg company KATT HOSPITALITY, société à responsabilité limitée, having its registered office at L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer, registered at the Register of Commerce and Companies in Luxembourg, number B 89.447, incorporated by deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, on October 21, 2002, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1677 on November 22, 2002, request the undersigned notary to draw up the following resolutions:

*First Resolution*

The associates resolve unanimously to put the Company into liquidation.

*Second resolution*

The associates resolve unanimously to appoint GALVEN INVESTORS, having its registered office at Akara Building 24, De Castro Street, Wick-hams Cay I, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, IBC number 480067, as liquidator of the Company.

The associates decide that the largest powers and especially those determined by the articles 144 and the followings of the law of August 10th, 1915, on commercial companies are granted to the liquidator.

The liquidator may execute the acts and operations specified by article 145 of the law of August 10th, 1915, without any special authorization of the general meeting of the associates in the case it is normally required by law.

The liquidators are dispensed from drawing up an inventory and may refer to the books of the company.

They may, under their own responsibility, delegate for certain determined operations, the whole or part of their powers to one or more proxies.

The liquidators will not be compensated.

Towards third parties the company in liquidation is committed by the sole signature of any liquidator.

The undersigned notary, who knows and speaks English, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

In faith of which we, the undersigned notary have set our hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, first names, civil status and residence, the said persons signed together with Us, the notary, the original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille huit, le huit février.

Par-devant Nous, Maître Joseph Gloden, notaire de résidence à Grevenmacher (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1) Monsieur Tomas Hörnstedt, hôtelier, demeurant à Karlsmindevej 7, DK-3390 Hundested, agissant en sa qualité d'associé de la société à responsabilité limitée KATT HOSPITALITY, société à responsabilité limitée, ci-après nommée,

représenté aux fins des présentes par Monsieur Eric Leclerc, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à Hundested,

2) Madame Ann-Christin Hörnstedt, hôtelière, demeurant à Karlsmindevej 7, DK-3390 Hundested, agissant en sa qualité d'associée de la société à responsabilité limitée KATT HOSPITALITY, ci-après nommée, représentée aux fins des présentes par Madame Martine Kapp, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privée, donnée à Hundested, le 28 janvier 2008,

lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentaire, annexées au présent acte avec lequel elles seront soumises aux formalités de l'enregistrement.

Monsieur Tomas Hörnstedt et Madame Ann-Christin Hörnstedt, prénommées, représentées comme il est dit, en tant que seules associés de la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois KATT HOSPITALITY, établie et ayant son siège social à L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 89.447, constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, le 21 octobre 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1677 du 22 novembre 2002, prient le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

Les associées décident à l'unanimité la mise en liquidation de la société.

#### *Deuxième résolution*

Les associées décident à l'unanimité de nommer la société GALVEN INVESTORS, ayant son siège social à Akara Building 24, De Castro Street, Wickhams Cay I, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, IBC number 480067, comme liquidateur de la société.

Les associées décident de conférer aux liquidateurs les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales. Ils peuvent accomplir les actes prévus à l'article 145 de la loi du 10 août 1915 sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Les liquidateurs sont dispensés de dresser un inventaire et peuvent se référer aux écritures de la société.

Ils pourront, sous leur responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de leur pouvoir qu'ils déterminent et pour la durée qu'ils fixeront.

Les liquidateurs ne seront pas rémunérés.

Vis-à-vis des tiers, la société en liquidation est engagée par la signature individuelle d'un liquidateur.

Le notaire soussigné, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants le présent acte a été rédigé en langue anglaise, le texte étant suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: E. Leclerc, M. Kapp, J. Gloden.

Enregistré à Grevenmacher, le 11 février 2008. Relation: GRE/2008/731. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, le 13 février 2008.

J. Gloden.

Référence de publication: 2008027773/213/97.

(080028153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2008.

---

**Panattoni Luxembourg I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 30.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 133.725.

L'adresse de Monsieur Edward Francis Lyons III, gérant de la Société, est la suivante depuis le 7 décembre 2007:  
Flat 1, 208 Regents Park Road, London NW1 8AT, Royaume-Uni

Luxembourg, le 14 janvier 2008.

PANATTONI LUXEMBOURG I S.a. r.l

O. Marbaise

Gérant

Référence de publication: 2008027547/8609/16.

Enregistré à Luxembourg, le 4 février 2008, réf. LSO-CN00398. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

**Upton S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 134.974.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 février 2008.

G. Lecuit

Notaire

Référence de publication: 2008027985/220/12.

(080028572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2008.

---

**Wirkkraft S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 122.666.

*Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration tenu au siège social le 25 janvier 2008*

Transfert du siège social de la société au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, avec effet immédiat le 2 janvier 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WIRKKRAFT S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008027613/3258/14.

Enregistré à Luxembourg, le 14 février 2008, réf. LSO-CN03429. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

**Kyle Equities S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 135.094.

—  
*Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration tenu au siège social le 25 janvier 2008*

Transfert du siège social de la société au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

KYLE EQUITIES S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008027608/3258/14.

Enregistré à Luxembourg, le 14 février 2008, réf. LSO-CN03424. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

**Karlinvest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 132.349.

—  
*Extrait des résolutions prises par le Conseil de gérance tenu au siège social le 23 janvier 2008*

Transfert du siège social de la société au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

KARLINVEST S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008027607/3258/15.

Enregistré à Luxembourg, le 8 février 2008, réf. LSO-CN02103. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

---

**AMCI ConsMin (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 129.420.

—  
Im Jahre zweitausendacht, am vierundzwanzigsten Januar.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Frieders, mit Amtswohnsitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

AMCI ConsMin (CAYMAN) L.P., ein «limited partnership» nach dem auf den Kaimaninseln geltenden Recht, eingetragen im kaimanischen Handelsregister für Personengesellschaften mit beschränkter Haftung unter der Nummer 19209, mit Amtssitz in Walkers House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9001, Cayman Islands,

vertreten durch Herrn Shaohui Zhang, Jurist, beruflich wohnhaft in L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmachterteilung, ausgestellt am 26. November 2007.

Diese Vollmacht liegt, ne varietur unterzeichnet durch den Bevollmächtigten und den instrumentierenden Notar, nachbezeichneter Urkunde vom 26. November 2007 bei.

Die erschienene Partei ist die alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft AMCI ConsMin (LUX) S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts, mit Gesellschaftssitz in L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 129.420, gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch den unterzeichneten Notar am 22. Mai 2007, veröffentlicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1717 vom 14. August 2007 (fortan die «Gesellschaft»). Die Satzung der Gesellschaft wurde nachgehend mehr-

mals abgeändert, das letzte Mal gemäss Urkunde aufgenommen durch den unterzeichneten Notar am 23. November 2007, noch nicht im Memorial C veröffentlicht.

Die erschienene Partei, in ihrer Eigenschaft als alleinige Gesellschafterin, vertreten wie oben dargelegt, hat den unterzeichnenden Notar ersucht, folgenden Beschluss aufzunehmen:

*Beschluss*

Die alleinige Gesellschafterin beschließt, die deutsche Übersetzung des Artikels 5 der Satzung der Gesellschaft mit folgendem Wortlaut zu verabschieden:

« **Art. 5.** Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt fünfhunderteinundzwanzigtausend achthunderteinundfünfzig US-Dollar (USD 521.851,-) eingeteilt in fünfhunderteinundzwanzigtausend achthunderteinundfünfzig (521.851) Geschäftsanteile mit einem Wert von je einem US-Dollar (USD 1,-).»

Mangels weiterer Punkte auf der Tagesordnung wird die gegenwärtige außerordentliche Gesellschafterversammlung geschlossen.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen in Luxemburg, am eingangs bezeichneten Datum.

Nach Verlesung der Urkunde an den Bevollmächtigten, dem unterzeichneten nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat dieser zusammen mit dem Notar die vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: S. Zhang, P. Frieders.

Enregistré à Luxembourg, le 28 janvier 2008. Relation: LAC/2008/3982. — Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): F. Sandt.*

Für gleichlautende Ausfertigung, auf stempelfreiem Papier, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxemburg, den 19. Februar 2008.

P. Frieders.

Référence de publication: 2008027766/212/43.

(080028021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2008.

**Green Cross Equity S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 112.563.

*Extrait des résolutions prises par le Conseil de gérance tenu au siège social le 15 janvier 2008*

Transfert du siège social de la société au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GREEN CROSS EQUITY S.à.r.l.

Signature

Référence de publication: 2008027598/3258/15.

Enregistré à Luxembourg, le 8 février 2008, réf. LSO-CN02116. - Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080027148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

**Jog S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 82.895.

*Extrait des résolutions prises par le Conseil de gérance tenu au siège social le 23 janvier 2008*

Transfert du siège social de la société au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

JOG S.à r.l

Signature

Référence de publication: 2008027597/3258/15.

Enregistré à Luxembourg, le 8 février 2008, réf. LSO-CN02119. - Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080027151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

**Litrade International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 117.392.

*Extrait des résolutions prises par le Conseil de gérance tenu au siège social le 28 janvier 2008*

Transfert du siège social de la société au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LITRADE INTERNATIONAL S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008027615/3258/15.

Enregistré à Luxembourg, le 14 février 2008, réf. LSO-CN03430. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

**Steam International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 125.802.

*Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration tenu au siège social le 2 janvier 2008*

Transfert du siège social de la société au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, avec effet immédiat le 2 janvier 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

STEAM INTERNATIONAL S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008027606/3258/14.

Enregistré à Luxembourg, le 8 février 2008, réf. LSO-CN02101. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.

**Panattoni Luxembourg Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 115.688.

En date du 11 décembre 2007, les 500 parts sociales d'une société à responsabilité limitée d'une valeur nominale de EUR 25,- chacune de la société PANATTONI LUXEMBOURG MANAGEMENT Sarl (la «Société») représentant la totalité du capital social de la Société ont été transférées de la société PDC NL COOPERATIE U.A , une société de droit néerlandais ayant son siège social à Evert van de Beekstraat, 310, 1118 CX Schiphol enregistrée au registre de commerce sous le numéro 34245292 à la société PANATTONI MANAGEMENT BV, une société de droit néerlandais ayant son siège social à Evert van de Beekstraat, 310, 1118 CX Schiphol au registre de commerce sous le numéro 34280830.

L'adresse de Monsieur Edward Francis Lyons, gérant de la Société, est la suivante depuis le 7 décembre 2007:

Flat 1, 208 Regents Park Road, London NW1 8AT, Royaume-Uni

Luxembourg, le 2 janvier 2008.

PANATTONI MANAGEMENT LUXEMBOURG S.a. r.l

O. Marbaise

Gérant

Référence de publication: 2008027544/8609/22.

Enregistré à Luxembourg, le 4 février 2008, réf. LSO-CN00397. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080027588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2008.